

MC/2079

**Original: anglais
5 avril 2002**

QUATRE-VINGT-QUATRIEME SESSION

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

Ce document est soumis pour la quatre-vingt-dix-neuvième session du Comité exécutif en juin 2002.

<u>TABLE DES MATIERES</u>	<u>Page</u>
Principales données financières	2
Arrière-plan organisationnel	5
Etat de l'actif, du passif et des fonds	10
Etat des recettes et des dépenses – Programme administratif	11
Etat des recettes et des dépenses – Programmes d'opérations	13
Notes concernant les états financiers	14
 <u>Appendices</u>	
Appendice 1 - Programme administratif – Contributions assignées	18
Appendice 2 - Programme administratif – Contributions assignées restant dues	20
Appendice 3 - Programmes d'opérations – Etats des recettes et des dépenses par service et par région	21
Appendice 4 - Dépenses administratives et de personnel par pays	22
Appendice 5 - Fonds de prêt aux réfugiés	24
Appendice 6 - Compte d'opérations d'urgence	26
Appendice 7 - Fonds de migration pour le développement	27
Appendice 8 - Fonds de dotation Sasakawa	28
Appendice 9 - Fonds de réponse rapide pour les transports	29
Appendice 10 - Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire FONAPAZ	30
Appendice 11 - Liste des contributions volontaires par donateur - Programmes d'opérations	32
Appendice 12 - Liste des contributions volontaires par donateur et par programme – Programmes d'opérations	33
Appendice 13 - Rapport des vérificateurs externes des comptes	43
Appendice 14 - Caisse de prévoyance du personnel	44

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES**Aperçu général**

2001 a de nouveau été une année d'expansion pour l'OIM. Douze nouveaux Etats Membres ont adhéré à l'Organisation, faisant ainsi passer le nombre total des Membres à 91 au 31 décembre 2001, contre 79 à la même date de l'année précédente. En 2001, 16 nouveaux bureaux extérieurs ont été ouverts, plus de 170 nouvelles activités de projet ont démarré et le nombre de membres du personnel est passé de 2.466 à 2.758. Cette croissance, directement liée aux besoins de mise en œuvre des projets, s'est surtout vérifiée sur le terrain. Le total des dépenses est resté élevé, totalisant 273,2 millions de dollars pour l'ensemble des programmes administratif et d'opérations, comme résumé ci-dessous:

Dépenses	2001 USD (en millions)	2000 USD (en millions)
Programme administratif	21,0	20,5
Programmes d'opérations	<u>252,2</u>	<u>266,1</u>
Total des dépenses pour l'exercice	<u>273,2</u>	<u>286,6</u>

L'expansion des activités de l'Organisation a constitué un défi majeur en termes de gestion et de contrôle financier en ce sens que les ressources essentielles – humaines et financières – ont été sollicitées au maximum pour assurer la couverture d'une base de projets de plus de plus dispersée, parfois dans des régions du monde ayant récemment traversé une période de conflits et toujours extrêmement inhospitalières. En 2001, l'OIM a apporté son soutien à des opérations d'urgence en Afghanistan, en Guinée, en Sierra Leone, en Inde et dans le Pacifique Sud, opérations qui ont exigé une gestion stricte susceptible de permettre l'adaptation à des conditions évoluant rapidement sur le terrain. Du personnel administratif et opérationnel a été formé et déployé, et les systèmes informatiques et de communication ont été renforcés au niveau mondial. L'Organisation a également pris une première série de mesures visant à transférer à Manille certaines fonctions liées à la technologie de l'information et à l'administration par souci de concilier la croissance de l'Organisation avec les ressources administratives actuelles.

En dépit des défis qu'elle a rencontrés en 2001, l'OIM a pu équilibrer à la fois ses programmes d'opérations et son programme administratif. Dans le cadre de ses programmes d'opérations, qui constituent plus de 90 % des dépenses de l'Organisation, aucun déficit n'a dû être reporté sur 2002. C'est là un accomplissement particulièrement notable dans la mesure où c'est la première fois, depuis 1992, que l'Organisation peut éviter un déficit.

Programme administratif

Après cinq années de croissance nominale zéro, une augmentation de 5 % du niveau budgétaire de 2001 a été approuvée, autorisant ainsi une allocation budgétaire de 35.763.000 francs suisses. Grâce à un contrôle strict, l'Administration a pu contenir les dépenses, terminant ainsi l'exercice avec un excédent de ressources de 432.497 francs suisses, avant déduction du montant correspondant à l'augmentation de la provision pour créances douteuses et du découvert reporté de l'exercice 2000.

Suite au non-paiement de leurs arriérés par certains Etats Membres, la provision pour créances douteuses a dû être augmentée de 728.704 francs suisses en 2001, passant ainsi de 3.373.928 francs suisses au 31 décembre 2000 à 4.102.632 francs suisses au 31 décembre 2001. Les contributions assignées des douze nouveaux Etats Membres ont totalisé 1.334.702 francs suisses. Après avoir défalqué la somme correspondant à l'augmentation de la provision pour créances douteuses et le découvert de 23.854 francs suisses reporté de l'exercice 2000, et après avoir ajouté les contributions assignées des nouveaux Etats Membres, l'Administration a conclu à un excédent de ressources pour 2001 s'élevant à 1.014.641 francs suisses. Comme cela avait été décidé à la session du Conseil de l'automne 2001, une somme d'un million de francs suisses a été allouée pour l'élaboration des projets, le processus de décentralisation à Manille et les besoins relatifs à la technologie de l'information. L'Administration propose que le reliquat de 14.641 francs suisses soit reporté sur 2002.

Il faut également noter qu'à la fin de décembre 2001, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 5.923.840 francs suisses. Un nombre limité d'Etats Membres sont redevables de la majeure partie de cette somme restant due. Des plans d'action sont une fois encore examinés pour encourager les Etats Membres en retard de paiement à honorer leurs obligations (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2001 en appendice 2).

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**Programmes d'opérations**

Un total de 198.400 mouvements ont été effectués avec l'aide de l'OIM en 2001, soit une diminution de 252.300 mouvements par rapport au niveau atteint en 2000 (450.700 mouvements). La principale raison de cette diminution est l'achèvement du programme de rapatriement des Afghans en décembre 2000, soit une réduction de 159.200 mouvements relevant de la catégorie des migrations de masse. Les mouvements opérés au titre du programme de réinstallation aux Etats-Unis ont diminué eux aussi d'environ 20.000 en 2001 (soit une baisse de 27 %), essentiellement à la suite des événements du 11 septembre 2001. En outre, les mouvements dans le cadre des projets au Kosovo et au Timor oriental ont été considérablement moins importants que l'année précédente.

La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2001 (MC/2048) prévoyait un budget de 358,6 millions de dollars pour 2001, sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles dans le cadre des programmes d'opérations, qui se sont établies à 252,2 millions de dollars ont été inférieures de 106,4 millions aux estimations. Cela s'explique pour l'essentiel par le retard pris dans les versements d'indemnités au titre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé (56 millions de dollars), par le recul des opérations menées dans le cadre du programme de réinstallation aux Etats-Unis au lendemain du 11 septembre (20 millions de dollars) et par les retours au Kosovo, moins nombreux que prévus (13 millions de dollars). Le total des dépenses devrait être considérablement plus élevé en 2002, dans la mesure où le paiement des indemnités aux demandeurs qui se sont manifestés auprès de l'OIM au titre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé atteindra cette année un niveau très élevé.

Le total des dépenses administratives et de personnel s'est accru de 9,4 millions de dollars, passant ainsi de 75,9 millions en 2000 à 85,3 millions en 2001. Cette hausse s'explique essentiellement par une modification intervenue dans la combinaison des projets réalisés par l'OIM, où l'accent à moins été mis qu'en 2000 sur les transports. Bon nombre des activités entreprises en 2001 relevaient davantage des programmes à forte intensité de travail que des programmes traditionnels de transport, dans lesquels le volet des transports internationaux correspond à une dépense majeure.

Les dépenses directes ont été inférieures de 23,3 millions de dollars à celles de 2000 (166,9 millions contre 190,2 millions). Cela s'explique principalement par la diminution des opérations spéciales de transport d'urgence et des opérations d'aide à la réintégration au Kosovo et au Timor oriental.

Le total des dépenses par région dans le cadre des programmes d'opérations est résumé ci-dessous:

	2001 USD (en millions)	2000 USD (en millions)
Programmes d'opérations- Dépenses par région		
Afrique et Moyen-Orient	41,1	34,0
Amériques	32,4	29,9
Asie et Océanie	50,6	30,4
Europe	122,2	166,4
Activités d'envergure mondiale	<u>5,9</u>	<u>5,4</u>
Total des dépenses	<u>252,2</u>	<u>266,1</u>

Les fluctuations les plus importantes sont celles-ci:

- L'accroissement des activités en faveur de l'**Afrique et du Moyen-Orient** en 2001 a été le résultat des nouvelles opérations menées au Congo, en Guinée, en Sierra Leone, en Angola et en Guinée-Bissau, compensées en partie par la diminution des activités de réinstallation de réfugiés.
- La croissance des activités dans les **Amériques** a été due pour l'essentiel à un accroissement des opérations dans le cadre d'initiatives de renforcement communautaire en Colombie et en Equateur, compensé par une diminution des activités menées au Honduras et en Argentine.

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)

- Le total des dépenses pour l'**Asie et l'Océanie** s'est accru de 20,2 millions (soit 66 %), en raison de la participation de l'Organisation à des opérations d'urgence en Afghanistan et des opérations menées en faveur des migrants du Pacifique admis en Australie.
- La diminution significative enregistrée pour l'**Europe** (44,2 millions de dollars en moins, soit 27 %) s'explique surtout par la baisse du niveau des opérations menées au Kosovo, à la suite des opérations d'urgence initiales déployées en 1999 et en 2000. Cette baisse significative est compensée par l'augmentation des activités déployées dans le cadre des programmes de dédommagement (Programme allemand de dédommagement du travail forcé et Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste).

Le total des dépenses, par service, dans le cadre des programmes d'opérations se résume comme suit:

	2001 USD (en millions)	2000 USD (en millions)
Programmes d'opérations – Dépenses par service		
Mouvements	98,6	101,3
Migration et santé	10,0	9,9
Coopération technique en matière de migration	85,5	49,3
Retours assistés	26,8	91,5
Information de masse	1,6	2,3
Lutte contre la traite	4,5	2,3
Autres programmes (Programmes de dédommagement)	17,6	1,3
Personnel et services essentiels	<u>7,6</u>	<u>8,2</u>
Total des dépenses	<u>252,2</u>	<u>266,1</u>

Les fluctuations les plus notables sont les suivantes:

- La diminution des **mouvements** s'explique par une baisse des dépenses dans le cadre du programme de réinstallation de réfugiés au Timor et du programme de rapatriement en Afghanistan, qui ont pris fin en 2000. Ces diminutions ont été compensées par un accroissement du nombre de dossiers de migrants en attente de réinstallation en Australie pour ce qui concerne le Pacifique et d'activités de rapatriement de Guinée en Sierra Leone pour ce qui concerne l'Afrique.
- L'accroissement des activités de **coopération technique en matière de migration** est essentiellement dû à l'aide fournie aux p.d.i et aux efforts de préparation aux rigueurs de l'hiver en Afghanistan. De nouvelles activités d'importance ont également été entreprises en 2001 en Colombie, en Equateur, au Congo et en Italie.
- La diminution des activités dans le cadre des **retours assistés** est dû au ralentissement du programme de retour au Kosovo.
- L'augmentation des activités dans le cadre de la **lutte contre la traite** est due à de nouvelles activités déployées dans les Balkans, dans la région du Mékong, en Ukraine et en Roumanie.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. L'Organisation comptait 91 Etats Membres au 31 décembre 2001, contre 79 à la fin de 2000.

Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif qui compte en ce moment 16 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Sous-Comité du budget et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit deux fois par an pour débattre des questions budgétaires et financières.

L'Administration, comprenant un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut-être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction des services de l'Organisation conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général est le chef de secrétariat de l'Organisation et est élu par le Conseil pour une durée de 5 ans.

BUTS ET FONCTIONS

L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société, et elle agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de: contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration; promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration; veiller au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- de prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir;
- de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation;
- de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un tribunal pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

STRUCTURE

L'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet, et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. En 2001, on dénombrait six services: Mouvements, Migration et santé, Coopération technique en matière de migration, Retours assistés, Information de masse, et Lutte contre la traite des êtres humains. Ces services définissent les principaux secteurs d'élaboration de projets et chaque projet de l'OIM relève de l'un de ces services. Les bureaux de l'OIM sont structurés comme suit:

Missions à fonctions régionales (MFR)

On compte sur l'ensemble du globe 19 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR fonctionnent en tant que centres de ressources et de soutien pour les missions de pays et les missions poursuivant un objectif spécifique dans la région, et mettent à leur disposition des connaissances opérationnelles spécialisées pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Il s'agit d'une méthode rentable de partage des ressources et des connaissances existantes entre les missions et au sein des régions, notamment dans le cas des missions plus petites qui ne disposent pas des moyens financiers et des ressources nécessaires. De cette façon, malgré la décentralisation géographique, la cohérence de l'approche est assurée dans l'ensemble de l'Organisation. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts, par exemple pour entreprendre des missions d'évaluation durant la planification de nouveaux projets, ou pour contrôler et mieux orienter la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions disposant de ressources moindres.

Missions de pays

L'OIM compte un réseau mondial de plus de 100 missions de pays chargées de réaliser ses projets. La plupart de ces missions dépendent sur le plan financier des fonds des projets qu'elles mettent en œuvre.

Missions poursuivant un objectif spécifique

Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour des durées relativement courtes, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

Siège

Bureau du Directeur général – Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de 5 ans. Ce bureau, qui englobe le Chef de cabinet, dispose de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploie des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques.

Services de gestion des migrations – Ce département met au point les politiques et les programmes au niveau de tous les services d'opérations de l'OIM à l'intention des Etats Membres et offre ses conseils et ses compétences spécialisées aux bureaux extérieurs de l'OIM et aux autres unités fonctionnelles quant à la politique, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Il veille à ce que la planification et l'élaboration des projets soient bien conformes aux buts et aux objectifs de l'Organisation, tout en explorant de nouvelles voies susceptibles d'aider les gouvernements et d'assister les autres organisations internationales dans leurs efforts de renforcement des pratiques de gestion des migrations.

Relations extérieures – Le Département des Relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec les Etats Membres et observateurs, et autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des organisations non gouvernementales. Ce département est également responsable des activités de recherche et de publication.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

Appui aux programmes – Le Département de l'Appui aux programmes est composé de trois unités – Relations avec les donateurs, Situations de crise et d'après-conflit, et Suivi des projets – et assiste le Directeur général dans ses décisions concernant les opérations au niveau mondial.

Appui administratif – Le Département de l'Appui administratif est composé de cinq unités – Comptabilité, Budget, Services communs, Ressources humaines et Trésorerie – et est responsable de la formulation et de la mise en œuvre des politiques administratives, financières et de personnel, dont l'objet est d'assurer la réalisation efficace des activités de l'Organisation.

Technologie de l'information et communications – L'Unité de Technologie de l'information et des communications est chargée d'orienter, de planifier et de mettre en œuvre une stratégie mondiale axée sur la technologie de l'information et les systèmes d'information (TI/SI) aux fins d'assurer la diffusion de l'information par l'Organisation. Elle assure la coordination générale des initiatives de développement en matière de TI dans les bureaux extérieurs comme au Siège en veillant à assurer la cohérence avec la stratégie générale de l'OIM, et définit et met en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation, des normes, une infrastructure et une architecture de TI/SI.

Programmes spéciaux – Le Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM) a été créé en juin 2001 pour aider à mieux faire comprendre les problèmes migratoires et à renforcer la capacité des gouvernements à coopérer, à leur niveau, à la gestion des migrations d'une façon plus globale et plus efficace. Les programmes de dédommagement sont des programmes spécialisés ayant pour objet le versement d'indemnités aux migrants des diasporas, comme dans le cas du Programme allemand de dédommagement du travail forcé. Compte tenu de leur portée significative et de leur impact financier, il en est rendu compte dans l'Organigramme sous "Programmes spéciaux".

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

Mouvements: Les activités d'aide à la réinstallation, au rapatriement et au transport des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées constituent l'essentiel de l'action de l'OIM. Désireuse de fournir dans ce domaine les services les plus efficaces et les plus humains aux migrants, aux gouvernements et aux autres partenaires de mise en œuvre, l'OIM organise des transferts sûrs et fiables de migrants à des fins de réinstallation, d'emploi, d'études ou dans d'autres buts s'accordant avec l'immigration légale. Les services ordinaires proposés dans le cadre des mouvements englobent la sélection, le traitement des dossiers, la formation linguistique, l'orientation, les examens médicaux et diverses activités destinées à faciliter l'intégration. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés USRP: en 2001, ce sont quelque 60.000 personnes qui ont été réinstallées à ce titre aux Etats-Unis au départ de l'Afrique (20.000), de l'Asie (7.000), de l'Europe (30.000) et de l'Amérique latine (3.000). Au cours des 45 dernières années, l'OIM est venue en aide à près de 5 millions de personnes qui ont ainsi pu démarrer une nouvelle vie dans 24 pays de réinstallation différents.

Retours assistés: A l'un ou l'autre moment, la plupart des migrants manifestent le souhait de regagner leur pays d'origine. D'autres peuvent être amenés à quitter le pays dans lequel ils avaient souhaité résider après s'être vu dénier par les autorités le droit d'y rester. Les migrants doivent être mis en mesure de regagner leur pays en sécurité et dans la dignité, et leur retour doit favoriser le développement économique et social du pays d'origine. Les activités de retours assistés de l'OIM englobent à la fois les programmes de retours volontaires profitant à des personnes physiques et une action de diplomatie dans le domaine migratoire, dans laquelle l'OIM joue le rôle d'intermédiaire neutre et indépendant. Des programmes majeurs de retours volontaires en faveur de demandeurs d'asile déboutés et autres migrants dans le besoin ont été mis sur pied par l'OIM dans divers pays tels que l'Allemagne, la Belgique, la Hongrie, l'Irlande du Nord, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse.

Migration et santé: les mouvements de personnes posent d'importantes questions de santé publique. Les populations mobiles et les migrants peuvent transporter les caractéristiques sanitaires de leur lieu d'origine vers de nouvelles destinations. En 2001, l'OIM a soumis des milliers de réfugiés et de migrants de différents pays à des examens médicaux. Avec le temps, l'Organisation a acquis une expérience considérable dans le cadre de telles activités. Elle a également fourni des traitements appropriés et des services de santé préventive aux migrants et aux réfugiés, et elle favorise la normalisation des législations et des directives en matière d'immigration, de déplacements et de santé internationale. Le service Migration et santé de l'OIM favorise la formation et l'éducation du personnel participant aux soins de santé aux migrants. Le lien entre les migrations et le VIH/SIDA retient tout particulièrement l'attention de l'OIM. L'accent est placé sur la recherche et sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, l'OIM travaillant en étroite collaboration avec l'ONUSIDA.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

Coopération technique et renforcement des capacités institutionnelles: Les gouvernements sont confrontés à une série complexe de défis lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, et en particulier les migrations irrégulières, qui les concernent en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des flux migratoires. La coopération technique de l'OIM en matière de migration facilite la coopération entre les gouvernements et l'élaboration des législations nécessaires et des structures administratives, des connaissances et des ressources humaines permettant de mieux gérer les migrations. L'OIM est particulièrement active dans la CEI et en Europe du Sud-Est, où elle met en œuvre des programmes de renforcement de capacités. Au début de l'année 2001, elle a présenté son programme Migrations pour le développement en Afrique, visant à mobiliser les ressources humaines de la diaspora africaine et à les associer au développement des pays d'origine pour compenser les effets négatifs de l'exode des cerveaux.

Lutte contre la traite: Un nombre croissant de migrants sont chaque année victimes de trafiquants d'êtres humains dans le monde, une activité qui génère d'énormes sommes d'argent pour les filières criminelles organisées. Celles-ci pratiquent la désinformation auprès des migrants en exploitant leur ignorance, en leur faisant souvent subir des préjudices physiques et en les exposant à des dangers, en les livrant au désespoir économique, au travail forcé et en les rendant vulnérables dans les pays de destination. L'OIM contribue à la prévention de la traite des migrants en fournissant des informations factuelles sur les dangers de la migration irrégulière. Elle apporte son aide aux victimes de la traite en leur offrant sa protection et ses conseils et en facilitant leur retour et leur réinsertion. L'action de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite passe également par un travail de recherche, de compilation de données, de diffusion et d'échange d'informations et d'expériences, et d'aide aux gouvernements qu'elle met ainsi en mesure de renforcer leurs capacités de lutte contre ce phénomène. En 2001, l'OIM a géré des programmes de ce type en Europe centrale et de l'Est, en Ethiopie, dans la région de Mékong et aux Philippines.

Information de masse: Les migrants tout comme les gouvernements ont besoin de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause et sur la base d'informations précises, fiables et venant à point nommé. Beaucoup de migrants franchissent des frontières de façon irrégulière et déposent une demande d'asile ou de résidence non justifiée parce qu'ils ne sont pas informés des exigences de la migration régulière. Dans les pays d'accueil, l'OIM combat la xénophobie et les autres formes de discrimination en diffusant dans le public des informations précises et objectives sur les questions migratoires. Sur la base de recherches approfondies, l'OIM élabore des campagnes efficaces d'information à l'adresse de groupes cibles spécifiques tels que les femmes et les enfants, qui sont des victimes potentielles de trafiquants. En 2001, des campagnes d'information ont été menées en Albanie, en Bulgarie, au Cambodge, en Fédération de Russie, en Hongrie, au Nigeria, en République de Moldova, en République tchèque, en Thaïlande et au Viet Nam.

Situations de crise et d'après-conflit: En 2001, l'OIM a surtout mis l'accent sur les activités d'après-crise dans les Balkans et au Timor, et sur les crises humanitaires persistantes en Guinée, en Afghanistan et en Inde. Elle a continué à faciliter le retour volontaire des Kosovars déplacés par les hostilités. A ce jour, plus de 120.000 personnes ont ainsi regagné le Kosovo depuis 30 pays d'accueil. Au Timor, ce sont 161.000 personnes (selon un décompte effectué en mai 2001) qui ont été aidées par l'OIM à regagner le Timor oriental par la mer, par la terre ou par les airs. Dans l'une et l'autre région, l'OIM a mis au point un large éventail de programmes de réintégration et de développement.

L'OIM est présente dans la crise guinéenne. En collaboration avec le HCR, elle a transporté des réfugiés qu'elle a mis en lieu sûr à l'intérieur du pays, et, dans le même temps, elle a rapatrié par la mer des réfugiés en Sierra Leone. Dans ce pays, elle a réinstallé des personnes déplacées à l'intérieur des frontières (p.d.i) et rapatrié des réfugiés dans des zones déclarées sûres par le Gouvernement et les Nations Unies. Environ 7.000 p.d.i ont ainsi été aidées par l'OIM.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

En Afghanistan, des milliers de personnes ont été chassées de leurs terres par la sécheresse et l'insécurité, ce qui a occasionné une crise humanitaire majeure. Travaillant avec l'OCHA et d'autres organisations internationales en Afghanistan, l'OIM a coordonné l'assistance aux personnes déplacées et assuré la gestion de deux camps dans la région de Hérat, où séjournent plus de 100.000 p.d.i. Cette assistance a nécessité l'acquisition de fournitures de base pour la population du camp ainsi qu'une aide à l'enregistrement et à la réintégration. Les opérations de l'OIM en Afghanistan ont également nécessité la fourniture d'urgence d'articles non alimentaires, la mise en place à Kaboul d'un système d'information et d'orientation axé sur les retours, et des programmes de retour et de réintégration s'adressant aux Afghans qualifiés dans les secteurs sanitaire et de l'éducation ayant manifesté le souhait de regagner leur pays.

En réponse au tremblement de terre qui a dévasté l'Etat du Gujarat en Inde en janvier 2001, l'OIM a collaboré avec le Gouvernement indien, les ONG locales et les institutions locales en vue de construire des abris à l'intention des sauniers et de leurs familles. En outre, à la demande du Gouvernement australien, elle a commencé à traiter les dossiers des migrants irréguliers désireux de gagner l'Australie.

L'OIM a également œuvré dans le domaine du retour et de la réintégration des soldats et des policiers démobilisés. Au Kosovo, elle a travaillé avec la KFOR et la MINUK pour assurer le recyclage d'ex-combattants de l'armée de libération du Kosovo appelés à servir dans la force de protection civile – le Corps de protection du Kosovo. Au côté du PNUD, le bureau de l'OIM au Congo a coordonné la collecte d'armes légères et de munitions qui étaient restées en possession des ex-combattants des milices. Plus de 10.000 armes ont ainsi pu être réunies et détruites et 6.000 anciens combattants ont reçu une aide à la réintégration censée leur permettre de démarrer une petite entreprise. Au Timor oriental, le programme d'aide à la réinsertion des FALINTIL a permis la réintégration de quelque 1.100 ex-combattants de la guérilla dans la société civile grâce à un "paquet" comprenant un volet formation et un volet de mise en route accompagné du matériel nécessaire pour permettre aux bénéficiaires d'assurer leur autonomie dans l'agriculture, l'élevage, la pêche ou d'autres petites entreprises. L'OIM a également aidé les participants à se rendre possesseurs d'un lopin de terre, à recevoir une formation professionnelle et à bénéficier de programmes d'assistance communautaire et de primes à l'éducation.

Programmes de dédommagement: Au milieu de l'année 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand en tant qu'organisation partenaire de la Fondation fédérale chargée de donner suite aux demandes de dédommagement des ex-travailleurs forcés du régime nazi et à leur verser des indemnités à ce titre. L'OIM est ainsi chargée des demandes émanant des victimes non juives résidant où que ce soit dans le monde à l'exception de 9 pays d'Europe centrale et orientale dont sont chargées d'autres organisations partenaires telles que les Fondations de réconciliation et la Jewish Claims Conference. En décembre 2001, plus de 369.000 demandeurs potentiels avaient ainsi pris contact avec divers bureaux de l'OIM dans le monde. Sur ce nombre, 289.000 avaient déjà soumis une demande. En décembre 2000, l'OIM a également été désignée en tant qu'organisation de mise en œuvre dans le cadre du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste, un programme visant à dédommager les victimes des persécutions nazies et découlant d'un contentieux avec les banques suisses.

Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire: Par son programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM), l'OIM identifie les "meilleures pratiques" en termes de politique migratoire et en assure la diffusion, tirant en cela parti des 50 années d'expérience opérationnelle qu'elle a acquise, avec d'autres, et les met à la disposition des Etats sous une forme utilisable par eux. Le PPRM se charge également de réunir, de compiler et d'analyser des statistiques et des données pertinentes sur les migrations et de mettre régulièrement ses informations à la disposition des Etats sous une forme fiable et exploitable. Le PPRM œuvre aux côtés des gouvernements, des organisations partenaires, des institutions, des instituts universitaires et de la société civile pour faire aboutir cette initiative, le but étant de tirer le plus efficacement parti des données et des ressources existantes et d'éviter les doubles emplois.

ETAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES FONDS AU 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
<u>ACTIF</u>		
ACTIF A COURT TERME		
Avoirs en banque et liquidités (note 3)	74 080 246	66 833 374
Sommes à recevoir:		
Gouvernements et agences bénévoles	33 488 359	28 698 349
Contributions impayées des Etats Membres (appendice 2)	3 526 094	4 506 622
Autres sommes à recevoir et dépôts	4 257 808	4 736 929
	41 272 261	37 941 900
A déduire: provision pour créances douteuses (appendice 2)	(2 442 043)	(2 057 273)
	<u>38 830 218</u>	<u>35 884 627</u>
ACTIF A MOYEN TERME		
Billets à ordre (note 4)	<u>28 500 000</u>	<u>33 000 000</u>
CAPITAL FIXE		
Bâtiment du Siège (note 5)	7 020 969	7 416 968
Bâtiments des missions (note 5)	976 039	1 060 039
	<u>7 997 008</u>	<u>8 477 007</u>
<u>TOTAL DE L'ACTIF</u>	<u>149 407 472</u>	<u>144 195 008</u>
<u>PASSIF ET FONDS</u>		
EXIGIBILITES A COURT TERME		
Sommes à payer pour services de transport	4 389 900	5 843 383
Autres sommes à payer	7 285 519	5 752 831
Sommes à payer aux caisses de prévoyance du personnel (note 6)	5 366 712	4 018 542
Charges à payer	4 237 077	5 832 782
	<u>21 279 208</u>	<u>21 447 538</u>
PASSIF A LONG TERME		
Indemnités dues au personnel à la cessation de service (note 7)	13 039 999	11 490 742
Emprunt pour le bâtiment du Siège (note 5)	7 020 969	7 416 968
Fonds de dotation Sasakawa (appendice 8)	2 000 000	2 068 254
Emprunts contractés auprès d'Etats Membres (note 8)	1 680 400	1 680 400
	<u>23 741 368</u>	<u>22 656 364</u>
FONDS DISPONIBLES POUR OPERATIONS		
EN COURS OU FUTURES (note 9)		
Avance sur contributions des gouvernements, des agences bénévoles des migrants et des répondants	1 583 351	1 883 294
Fonds de prêt aux réfugiés (appendice 5)	40 330 798	42 682 200
Compte d'opérations d'urgence (appendice 6)	421 000	421 000
Fonds de migration pour le développement (appendice 7)	6 627	16 627
Fonds de prêt aux migrants (note 10)	183 050	182 926
Fonds de réponse rapide pour les transports (appendice 9)	1 370 403	448 222
Programmes d'opérations - report de ressources réservées	58 881 021	53 495 734
Programmes d'opérations - report de ressources non réservées	6 693	(24 352)
Programme administratif - report	603 953	(14 545)
Réserve pour imprévus (note 11)	1 000 000	1 000 000
	<u>104 386 896</u>	<u>100 091 106</u>
<u>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</u>	<u>149 407 472</u>	<u>144 195 008</u>

PROGRAMME ADMINISTRATIF
ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2001
EN DOLLARS DES ETATS-UNIS

Voir l'état exprimé en francs suisses à la page suivante

	2001	2000
	USD	USD
RECETTES		
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)	21 806 707	21 287 500
Perte de change (note a)	<u>(599 237)</u>	<u>(1 255 768)</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>21 207 470</u>	<u>20 031 732</u>
DEPENSES		
Traitements et prestations dus au personnel	16 414 702	15 573 194
Paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	423 101	646 049
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	<u>659 064</u>	<u>596 055</u>
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	17 496 867	16 815 298
Location et entretien des bâtiments	635 225	771 962
Equipement informatique et maintenance	1 235 504	1 422 851
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	<u>325 454</u>	<u>317 114</u>
Total des frais généraux de bureaux	2 196 183	2 511 927
Formation	391 300	364 558
Services extérieurs et recherche	<u>436 578</u>	<u>334 386</u>
Total des services contractuels	827 878	698 944
Communications	250 149	227 023
Secrétariat des réunions	<u>199 684</u>	<u>204 836</u>
TOTAL DES DEPENSES	<u>20 970 761</u>	<u>20 458 028</u>
Excédent de recettes/(de dépenses)	236 709	(426 296)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)	823 428	56 829
(Augmentation)/diminution de la provision pour créances douteuses (appendice 2)	<u>(441 639)</u>	<u>510 872</u>
Excédent de recettes de l'exercice	618 498	141 405
Dépenses reportées en début d'exercice	<u>(14 545)</u>	<u>(155 950)</u>
Excédent de recettes/(de dépenses) reporté en fin d'exercice	<u>603 953</u>	<u>(14 545)</u>

Remarque a:

La perte de change en 2001 est due à l'affaiblissement du franc suisse face au dollar, le taux étant passé de 1 USD pour 1,64 CHF au 1er janvier 2001 à 1 USD pour 1,68 CHF au 31 décembre 2001.

Remarque b:

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 595.238 USD (1.000.000 CHF) est réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/ Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71.

PROGRAMME ADMINISTRATIF**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2001****EN FRANCS SUISSES**

Voir l'état exprimé en dollars à la page précédente

	BUDGET		
	2001	2001	2000
	CHF	CHF	CHF
RECETTES			
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)		35 763 000	34 060 000
TOTAL DES RECETTES		35 763 000	34 060 000
DEPENSES			
Traitements et prestations dus au personnel	27 908 000	27 659 312	26 375 619
Paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	595 000	706 602	1 122 088
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 024 000	1 128 634	1 005 114
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	29 527 000	29 494 548	28 502 821
Location et entretien des bâtiments	1 390 000	1 057 093	1 330 329
Equipement informatique et maintenance	2 062 000	2 073 942	2 470 527
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	588 000	550 616	554 506
Total des frais généraux de bureau	4 040 000	3 681 651	4 355 362
Formation	600 000	660 721	636 475
Services extérieurs et recherche	716 000	731 853	572 553
Total des services contractuels	1 316 000	1 392 574	1 209 028
Communications	475 000	425 700	405 915
Secrétariat des réunions	405 000	336 030	356 250
TOTAL DES DEPENSES	35 763 000	35 330 503	34 829 376
Recettes/(dépendances) excédentaires de l'exercice		432 497	(769 376)
Contributions des nouveaux Etats Membres (appendice 1)		1 334 702	95 907
Diminution/(Augmentation) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(728 704)	899 135
Excédent de recettes de l'exercice		1 038 495	225 666
Excédent de dépenses reporté au début de l'exercice		(23 854)	(249 520)
Excédent de recettes/(de dépenses) reporté en fin d'exercice		1 014 641	(23 854)

Remarque:

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 1.000.000 CHF est réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/ Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71.

PROGRAMMES D'OPERATIONS**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2001**

	2001	2000
	USD	USD
<u>RECETTES (appendice 11)</u>		
Contributions à affectation spéciale:		
Etats Membres	156 197 104	185 380 665
Etats non membres, agences et autres	40 780 003	23 526 291
Remboursements de billets à ordre	40 476 677	44 075 633
Réfugiés, migrants et répondants	15 454 850	16 708 967
Total des contributions à affectation spéciale:	<u>252 908 634</u>	<u>269 691 556</u>
Contributions sans affectation spéciale:		
Etats Membres	3 254 575	3 174 966
Intérêts nets et recettes diverses	1 425 125	2 018 869
Total des contributions sans affectation spéciale	<u>4 679 700</u>	<u>5 193 835</u>
TOTAL DES RECETTES	<u>257 588 334</u>	<u>274 885 391</u>
<u>DEPENSES</u>		
Transports	72 763 311	99 722 262
Visas, documents et transit	2 509 930	3 495 122
Examen médicaux, équipements et médicaments	5 123 283	6 231 842
Aide à la réintégration, subventions et indemnisations	15 057 701	42 451 310
Aide aux p.d.i. et micro-projets	42 799 133	18 042 749
Services en sous-traitance	25 813 431	19 647 348
Activités d'information publique	2 275 331	
Autres dépenses d'opérations	518 505	574 467
Total des dépenses directes	<u>166 860 625</u>	<u>190 165 100</u>
PERSONNEL ET BUREAUX		
Dépenses générales de personnel	50 090 602	42 682 308
Dépenses médicales du personnel	3 219 420	3 099 405
Paiements dus à la cessation de service	3 558 573	3 151 596
Total des dépenses du personnel	<u>56 868 595</u>	<u>48 933 309</u>
Frais de voyage et de séjour	4 674 739	4 588 482
Ordinateurs, équipements et fournitures de bureaux	6 081 600	6 540 009
Location et entretien de locaux	4 989 532	4 851 527
Communications	3 989 191	3 334 231
Achat, location et entretien de véhicules	3 477 730	2 790 925
Services contractuels externes	5 229 990	4 893 412
Total des dépenses de personnel et de bureaux (appendices 3 et 4)	<u>85 311 377</u>	<u>75 931 895</u>
TOTAL DES DEPENSES	<u>252 172 002</u>	<u>266 096 995</u>
Recettes excédentaires de l'exercice	5 416 332	8 788 396
Recettes reportées en début d'exercice	53 471 382	44 682 986
Recettes reportées en fin d'exercice	<u>58 887 714</u>	<u>53 471 382</u>
Comprenant:		
Fonds réservés pour des programmes déterminés	58 881 021	53 495 734
Recettes sans affectation spéciale reportées/(partiellement non financées)	6 693	(24 352)
Total des recettes reportées en fin d'exercice	<u>58 887 714</u>	<u>53 471 382</u>

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS

NOTE 1 – REGLEMENT FINANCIER ET PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER

Le Règlement financier exige que l'Organisation publie des états financiers, à savoir:

- i) un état de l'actif et du passif des fonds propres de l'Organisation et d'autres fonds gérés par elle;
- ii) un état des recettes et des dépenses des programmes administratif et d'opérations, ainsi que d'autres fonds gérés par l'Organisation;
- iii) toute autre indication considérée comme nécessaire pour faire ressortir clairement la situation financière ainsi que les recettes et les dépenses relatives aux activités de l'Organisation;

ainsi que tous autres rapports qui pourraient lui être demandés où qui seraient jugés nécessaires.

La forme de présentation détaillée du Rapport financier n'est pas spécifiée dans le Règlement financier et, étant donné que l'OIM mène des opérations de grande ampleur, complexes et très spécialisées, il n'existe pas de modèles applicables en l'occurrence. Le principal critère réside dans l'obligation de présenter des états financiers reflétant bien les recettes et les dépenses, ainsi que la situation financière de l'Organisation.

Les pièces comptables principales de l'Organisation sont établies en dollars des Etats-Unis, devise utilisée par l'Organisation dans son Rapport financier annuel, conformément au Règlement financier. Ce dernier exige aussi que le Programme administratif soit présenté en francs suisses, étant donné que les recettes et les dépenses administratives sont comptabilisées pour une grande part dans cette monnaie.

NOTE 2 – ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

La politique comptable et financière de l'Organisation est régie par les articles 24, 25 et 26 de sa Constitution, ainsi que par le Règlement financier adopté par le Conseil conformément à l'article 26. Les points principaux de cette politique sont les suivants:

Pièces comptables et devises

Les principaux documents comptables sont établis en dollars E-U comme prescrit par le Règlement financier et parce que la majorité des transactions se font dans cette devise. Les transactions effectuées dans d'autres devises sont converties en dollars E-U au taux de change officiel de l'ONU pour le mois considéré. Telle est la pratique qui prévaut dans la plupart des organisations internationales. Les actifs et passifs en devises au 31 décembre 2001 ont été convertis en dollars E-U au taux de change officiel de l'ONU en vigueur à cette date. Les bénéfices et pertes de change en devises, qu'ils soient réalisés ou non, sont pris en compte dans le budget des programmes correspondants.

Créances douteuses

Une provision est constituée pour la totalité des créances dues depuis plus d'une année.

Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice, c'est-à-dire imputées sur l'exercice qui leur a donné naissance.

Capital fixe

La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie.

Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat.

Revenus d'investissement

Les revenus d'investissement sont comptabilisés selon le système de l'exercice.

Programmes d'opérations

En principe, les dépenses pour les programmes d'opérations s'effectuent dans les limites des fonds disponibles ou sur la base d'un engagement formel pris par les Etats participants ou d'autres donateurs.

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**Ressources**

Les contributions volontaires au programme administratif sont comptabilisées selon le système de l'exercice. Les contributions volontaires aux programmes d'opérations sont normalement comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les contributions annoncées et les contributions exigeant la facturation des dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice en fonction du niveau de dépenses encourues.

Imposition

L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif, qui est, de manière générale, exemptée de toute imposition.

NOTE 3 – AVOIRS EN BANQUE ET LIQUIDITES

L'Organisation détient la totalité de son encaisse dans des comptes communs sans distinction des liquidités qu'elle détient pour son propre compte et de celles détenues pour le compte des contribuants aux divers programmes. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés à court terme et les intérêts produits par ces placements portés au crédit des programmes appropriés.

NOTE 4 – BILLETS A ORDRE

Le montant de 28,5 millions de dollars E-U (33 millions en 2000) est la valeur recouvrable estimative des billets à ordre signés par des réfugiés transportés conformément aux conditions du Fonds de prêt aux réfugiés. Voir l'appendice 5 pour un complément d'informations sur ce fonds de prêt, y compris l'évaluation des billets à ordre.

NOTE 5 – CAPITAL FIXE**Bâtiment du Siège**

Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions de francs suisses. Ce bâtiment est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1er janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2001 a été de 368.600 francs suisses (368.000 en 2000).

La politique comptable appliquée au bâtiment consiste à l'amortir sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le coût du bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis comme suit en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur en fin d'année:

	2001	2000
	CHF	CHF
Coût du bâtiment	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	<u>(6 204 772)</u>	<u>(5 836 172)</u>
Valeur comptable nette au 31 décembre 2001	<u>11 795 228</u>	<u>12 163 828</u>
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	<u>(6 204 772)</u>	<u>(5 836 172)</u>
Solde de l'emprunt au 31 décembre 2001	<u>11 795 228</u>	<u>12 163 828</u>
Conversion au taux en vigueur en fin d'année	USD <u>7 020 969</u>	<u>7 416 968</u>
Taux de change appliqué en fin d'année (CHF/USD)	1,68	1,64

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**Bâtiments des missions**

L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux pour ses missions extérieures en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres, au Chili et en Australie, sont amortis au taux de 5% l'an.

	2001	2000
	USD	USD
Coût des bâtiments des missions	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	<u>(863 712)</u>	<u>(779 712)</u>
Valeur comptable nette	<u>976 039</u>	<u>1 060 039</u>

NOTE 6 – EXIGIBLE CORRESPONDANT AUX AVOIRS DU PERSONNEL DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE

Les montants détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel atteignent un total de 5.366.712 dollars E-U (contre 4.018.542 dollars E-U en 2000), et constituent la créance de l'OIM envers son personnel au titre de la retraite. Les fonds détenus se répartissent comme suit:

Caisse de retraite en dollars des Etats-Unis	4.999.280 USD
Caisse de retraite en francs suisses	617.285 CHF ou 367.432 USD

Pour plus de détails sur les fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel, voir l'appendice 14.

NOTE 7 – PAIEMENTS DUS AU PERSONNEL A LA CESSATION DE SERVICE

Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi où telles que précisées dans le Statut et Règlement du personnel et qui devront leur être versées lorsqu'ils quitteront l'Organisation. Ces paiements englobent: a) les indemnités de départ ou de licenciement; b) la compensation financière des congés annuels non utilisés; et c) d'autres indemnités dues telles que la prime de rapatriement et les frais de voyage pour ce qui concerne les fonctionnaires (catégorie Administrateurs). Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, une méthode budgétaire est appliquée pour le calcul des indemnités dues à la cessation de service lorsqu'ils quittent l'Organisation. Pour les membres du personnel relevant de la partie opérationnelle du budget, l'Administration constitue une réserve qui équivaut au total estimatif des indemnités dues à la cessation de service.

A sa soixante-douzième session en novembre 1996, le Conseil a décidé d'adopter, dans le cadre de son programme administratif, la méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service. Selon cette méthode, les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget, calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2001, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'élevait à 595.000 francs suisses (contre 560.000 en 2000), alors que les indemnités effectivement versées ont totalisé 706.602 francs suisses (contre 1.122.088 en 2000). Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation et les indemnités additionnelles à verser, les paiements correspondants ont pu être effectués grâce aux économies réalisées sur d'autres lignes budgétaires dans le budget administratif. Au 31 décembre 2001, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'est élevé, pour le programme administratif, à 7.518.986 dollars E-U (contre 7.203.950 en 2000).

Pour les programmes d'opérations, la réserve constituée au 31 décembre 2001 s'élevait à 13.039.999 dollars E-U (contre 11.490.742 en 2000). Cette réserve est suffisante pour couvrir le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations que l'Organisation est tenue de verser aux membres du personnel lorsqu'ils partent à la retraite ou quittent l'Organisation.

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**NOTE 8 – EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES**

Une réserve de caisse, obtenue à l'aide de prêts sans intérêts consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution no. 70 adoptée le 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

NOTE 9 – FONDS DISPONIBLES POUR OPERATIONS EN COURS OU FUTURES

Le total des fonds disponibles, qui s'élève à 104.386.896 dollars E-U (contre 100.091.106 en 2000) est réservé pour des opérations spécifiques en cours ou à venir. Ces fonds ne peuvent être utilisés que pour le but désigné.

NOTE 10 – FONDS DE PRET AUX MIGRANTS DE L'OIM

Le Fonds de prêt aux migrants de l'OIM a été créé en application de la résolution No. 210 (XII) en date du 12 mai 1960 pour financer en tout ou en partie les coûts de transport des migrants et les services y afférents en accordant des prêts sans intérêts garantis par des billets à ordre. Ce fonds est administré conformément aux dispositions décrites dans le document MC/743/Rev.1 du 8 décembre 1965, approuvé par la résolution No. 354 (XXIV).

NOTE 11 – RESERVE POUR IMPREVUS

L'utilisation de la réserve pour imprévus est régie par la Résolution No. 413 (XXVIII), adoptée par le Conseil le 17 novembre 1967.

PROGRAMME ADMINISTRATIF**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001**

	2001	2000
	CHF	CHF
ETATS MEMBRES		
Albanie	17 828	17 013
Algérie (2)	36 368	
Angola	17 828	17 013
Argentine	463 163	413 755
Arménie	17 828	17 013
Australie	698 488	695 831
Autriche	395 418	380 410
Bangladesh	17 828	17 013
Belgique	492 043	497 460
Belize (2)	17 828	
Bolivie	17 828	17 013
Bulgarie	17 828	17 013
Burkina Faso (2)	17 828	
Canada	1 238 308	1 219 151
Chili	57 405	53 081
Colombie	45 995	44 234
Costa Rica	17 828	17 013
Côte d'Ivoire (2)	17 828	
Croatie	17 828	17 013
Chypre	17 828	17 013
République tchèque	44 926	49 338
Danemark	290 591	279 353
République dominicaine	17 828	17 013
Equateur	17 828	17 013
Egypte	27 455	26 540
El Salvador	17 828	17 013
Finlande	228 194	219 468
France	2 740 824	2 613 535
Allemagne	4 137 084	3 948 714
Grèce	147 613	142 229
Guatemala	17 828	17 013
Guinée (2)	17 828	
Guinée Bissau	17 828	17 013
Haïti	17 828	17 013
Honduras	17 828	17 013
Hongrie	50 631	48 657
Israël	383 651	444 039
Italie	2 403 168	2 319 891
Japon	7 335 364	6 799 751
Jordanie (1)	17 828	
Kenya	17 828	17 013
Lettonie	17 828	
Libéria	17 828	17 013
Lituanie	17 828	17 013
Luxembourg	28 881	27 561
Mali	17 828	17 013
Maroc	17 828	17 013
Pays-Bas	818 290	811 519
Nicaragua	17 828	17 013
Norvège	256 362	246 688
Pakistan	24 959	24 158
Panama	17 828	17 013
Paraguay	17 828	17 013
Pérou	41 717	38 449
Philippines	34 229	32 325
Pologne	82 364	84 044
Portugal	181 128	168 769
République de Corée	358 693	338 218
Roumanie	23 533	27 561
Sénégal	17 828	17 013
Slovaquie	17 828	17 013
Afrique du Sud	153 674	148 353

(suite page 19)

PROGRAMME ADMINISTRATIF**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001 (suite)**

ETATS MEMBRES (suite)	2001 CHF	2000 CHF
Sri Lanka	17 828	17 013
Soudan	17 828	17 013
Suède	453 179	447 782
Suisse	538 039	541 013
Tadjikistan	17 828	17 013
Thaïlande	71 667	67 712
Tunisie	17 828	17 013
Ouganda	17 828	17 013
République-Unie de Tanzanie	17 828	17 013
Etats-Unis d'Amérique	10 678 763	10 190 779
Uruguay	20 324	19 735
Venezuela	67 389	71 455
Yémen	17 828	17 013
Zambie	17 828	17 013
Total partiel - Etats Membres - CHF	35 763 000	34 060 000
Total partiel - Etats Membres - USD	21 806 707	21 287 500
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Jordanie (1)		17 013
Lettonie (1)		17 013
Belize (2)		9 669
Burkina Faso (2)		9 669
Côte d'Ivoire (2)		9 669
Guinée (2)		9 669
Algérie (2)		23 205
Bénin (3)	17 828	
Kirghizistan (3)	17 828	
Slovénie(3)	25 672	
Azerbaïdjan (4)	10 160	
Congo (4)	10 160	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (4)	1 212 414	
République démocratique du Congo (4)	10 160	
Sierra Leone (4)	10 160	
Gambie (4)	10 160	
Géorgie (4)	10 160	
Total partiel - Nouveaux Etats Membres - CHF	1 334 702	95 907
Total partiel - Nouveaux Etats Membres - USD	823 428	56 829
Total en francs suisses	37 097 702	34 155 907
Total en dollars des Etats-Unis	22 630 135	21 344 329

Remarque:

L'OIM comptait 91 Etats Membres à la fin de 2001 (79 à la fin de 2000). La République fédérale de Yougoslavie, le Cap-Vert, Madagascar, la République islamique d'Iran et l'Ukraine ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions No 1047 à 1051, adoptées par le Conseil le 27 novembre 2001. Leurs contributions sont exigibles depuis le 1er janvier 2002.

- (1) La Jordanie et la Lettonie ont été admises en tant que Membres en vertu des résolutions No 1008 et 1009, adoptées par le Conseil le 30 novembre 1999.
- (2) Le Belize, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et l'Algérie ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions No 1020 à 1024, adoptées par le Conseil le 7 juin 2000.
- (3) Le Bénin, la Slovénie et le Kirghizistan ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions No 1027 à 1029, adoptées par le Conseil le 28 novembre 2000.
- (4) L'Azerbaïdjan, le Congo, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Gambie et la Géorgie ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions No 1030 à 1034, adoptées par le Conseil le 27 novembre 2001.

PROGRAMME ADMINISTRATIF
CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES AU 31 DECEMBRE 2001

ETATS MEMBRES	CONTRIBUTIONS RESTANT DUES		
	POUR 2001	POUR 2000 ET LES ANNEES PRECEDENTES	TOTAL
	CHF	CHF	CHF
Albanie	17 828	100 754	118 582
Angola	17 828	17 044	34 872
Argentine	463 163	1 566 711	2 029 874
Arménie	17 828	121 976	139 804
Azerbaïdjan	10 160		10 160
Bolivie	17 828	460 554	478 382
Burkina Faso	17 828	9 669	27 497
Congo	10 160		10 160
Côte d'Ivoire	17 828	9 669	27 497
République du Congo	10 160		10 160
République dominicaine	17 828	591 598	609 426
Gambie	10 160		10 160
Géorgie	10 160		10 160
Guinée	17 828	9 669	27 497
Guinée Bissau	17 828	34 034	51 862
Haïti	17 828	17 013	34 841
Israël	383 651	222 019	605 670
Kenya	17 828		17 828
Kirghizistan	17 828		17 828
Libéria	17 828	134 814	152 642
Mali	17 828	53 541	71 369
Nicaragua	17 828	114 889	132 717
Pérou	41 717	69 899	111 616
Pologne	82 364		82 364
Portugal	181 128		181 128
Sénégal	17 828	18 854	36 682
Sierra Leone	10 160		10 160
Afrique du Sud	153 674		153 674
Soudan	17 828	17 034	34 862
Tadjikistan	17 828	112 539	130 367
Thaïlande	10 278		10 278
Ouganda	17 828	151 462	169 290
Uruguay	20 324		20 324
Venezuela	67 389	36 140	103 529
Zambie	17 828	232 750	250 578
Total CHF	1 821 208	4 102 632	5 923 840
Total USD (à 1,68)	1 084 051	2 442 043	3 526 094

Remarque - Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les créances douteuses datant de plus d'un an. Une somme de 4.102.632 francs suisses a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées pour 2000 et les années antérieures.

	CHF	USD
Provision au 1er janvier 2001	3 373 928	2 057 273
Augmentation de la provision due à la défaillance de certains Etats Membres	728 704	441 639
Fluctuation des taux de change		(56 869)
Provision au 31 décembre 2001	4 102 632	2 442 043

PROGRAMMES D'OPERATIONS - ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES PAR SERVICE ET PAR REGION
POUR L'EXERCICE CLÔTURE LE 31 DECEMBRE 2001 - (EN DOLLARS DES ETATS-UNIS)

	RECETTES			DEPENSES					RECETTES REPORTEES SUR 2001		
	REPORT DE 2000 (remarque)	NOUVELLES RECETTES 2001	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET ADMINISTRATION	FRAIS D'ADMINISTRATION (0,5%)	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	PROGRAMMES INSUFFISAMMENT FINANCES	REPORTS NETS
Par service		4 679 700	(4 679 700)								
Recettes sans affectation spéciale											
Mouvements	7 239 815	96 677 591	152 049	104 069 455	72 935 015	23 456 335	2 228 361	98 619 711	5 449 744		5 449 744
Migration et santé	3 396 015	9 558 218	500 116	13 454 349	5 090 647	4 479 276	410 608	9 980 531	3 473 818		3 473 818
Coopération technique en matière de migration	21 804 033	82 523 836	1 334 186	105 662 055	59 211 601	23 971 872	2 269 663	85 453 136	20 208 919		20 208 919
Aide au retour	10 426 219	27 422 379	62 841	37 911 439	16 539 766	9 354 080	888 637	26 782 483	11 128 956		11 128 956
Information de masse	330 364	1 671 443		2 001 807	1 265 417	333 898	31 720	1 631 035	370 772		370 772
Lutte contre la traite des êtres humains	2 007 227	8 678 592	43 486	10 729 305	2 550 994	1 725 773	1 63 948	4 440 715	6 288 590		6 288 590
Autres programmes	2 412 303	19 632 188		22 044 491	8 344 325	8 486 916	806 486	17 637 727	4 406 764		4 406 764
Appui aux programmes de caractère général	5 785 358	6 229 172	164 548	12 179 078	561 780	4 114 018	347 287	5 023 085	7 155 993		7 155 993
Personnel et services essentiels	25 000	150 039	1 833 074	2 008 113	130 589	1 771 059		1 901 648	106 465		106 465
Commission sur frais d'administration	45 048	365 176	589 400	999 624	230 491	7 618 150	(7 146 710)	701 931	291 000	6 693	297 693
TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS	53 471 382	257 588 334		311 059 716	166 860 625	85 311 377		252 172 002	58 881 021	6 693	58 887 714

	RECETTES			DEPENSES					RECETTES REPORTEES SUR 2001		
	REPORT DE 2000 (remarque)	NOUVELLES RECETTES 2001	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET ADMINISTRATION	FRAIS D'ADMINISTRATION (0,5%)	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	PROGRAMMES INSUFFISAMMENT FINANCES	REPORTS NETS
Par région											
Recettes sans affectation spéciale											
Afrique et Moyen-Orient	1 140 488	42 887 568	1 030 333	45 058 389	28 863 860	11 190 066	1 030 235	41 084 161	3 974 228		3 974 228
Amériques	8 926 332	31 886 494	987 447	41 800 273	25 354 512	6 442 626	556 012	32 353 150	9 447 123		9 447 123
Asie et Océanie	6 933 401	51 879 395	758 260	59 571 056	35 537 628	13 819 237	1 278 879	50 635 744	8 935 312		8 935 312
Europe	30 745 924	119 352 423	982 181	151 080 528	76 210 325	42 046 004	3 925 658	122 181 987	28 898 541		28 898 541
Activités de caractère général	5 680 189	6 537 578	332 079	12 549 846	663 809	4 195 294	355 926	5 215 029	7 334 817		7 334 817
Commission sur frais d'administration	45 048	365 176	589 400	999 624	230 491	7 618 150	(7 146 710)	701 931	291 000	6 693	297 693
TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS	53 471 382	257 588 334		311 059 716	166 860 625	85 311 377		252 172 002	58 881 021	6 693	58 887 714

Remarque: Les reliquats reportés de 2000 ont été regroupés par service et par région.

DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS**POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001**

(en dollars des Etats-Unis)

	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ASIE ET OCEANIE			
Afghanistan	536 793		536 793
Australie - MFR	944 689	134 017	1 078 706
Bangladesh - MFR	127 493	106 721	234 214
Cambodge	997 376		997 376
Chine (Hong Kong)	154 310		154 310
Timor oriental	2 257 801		2 257 801
Inde	118 804		118 804
Indonésie	825 873		825 873
Timor occidental	95 034		95 034
Iran, (République islamique d')	553 737		553 737
Japon	151 222		151 222
Kazakhstan	326 228		326 228
Kirghizistan	324 149		324 149
Nauru	304 312		304 312
Pakistan - MFR	2 006 104	200 888	2 206 992
Papouasie-Nouvelle-Guinée	91 633		91 633
Philippines - MFR	342 444	352 097	694 541
République de Corée	55 866		55 866
Tadjikistan	366 953		366 953
Thaïlande - MFR	544 200	279 113	823 313
Turkménistan	492 757		492 757
Viet Nam	1 615 162		1 615 162
TOTAL ASIE ET OCEANIE	13 232 940	1 072 836	14 305 776
EUROPE			
Albanie	1 202 421		1 202 421
Arménie	263 217		263 217
Autriche - MFR	2 027 323	395 941	2 423 264
Azerbaïdjan	426 206		426 206
Bélarus	101 983		101 983
Belgique - MFR	1 908 212	210 730	2 118 942
Bosnie-Herzégovine	1 104 976		1 104 976
Bulgarie	32 477		32 477
Croatie	1 374 474		1 374 474
République tchèque	63 835		63 835
Estonie	2 572		2 572
Finlande - MFR	524 467	152 314	676 781
France	400 495		400 495
Géorgie	321 108		321 108
Allemagne	2 571 585	198 186	2 769 771
Grèce	284 102		284 102
Hongrie - MFR	186 954	88 665	275 619
Irlande	10 800		10 800
Italie - MFR	1 773 478	273 171	2 046 649
Lettonie	60 273		60 273
Lituanie	72 677		72 677
Maroc	83 376		83 376
Pays-Bas	2 249 075		2 249 075
Portugal	316 408		316 408
République de Moldavie	93 311		93 311
Roumanie	326 174		326 174
Fédération de Russie	4 094 121		4 094 121
Slovaquie	55 770		55 770
Slovénie	179 203		179 203
Espagne	118 455		118 455
Suisse - Berne	395 992		395 992
Ex-République yougoslave de Macédoine	776 068		776 068
Tunisie	141 613		141 613
Turquie	459 488		459 488
Ukraine	924 994		924 994
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	748 168		748 168
Yougoslavie	2 053 778		2 053 778
Kosovo	8 151 554		8 151 554
Montenegro	136 340		136 340
TOTAL EUROPE	36 017 523	1 319 007	37 336 530

(suite page 23)

DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001
(en dollars E-U)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

	Programme d'opération	Programme administratif	Total
Angola	566 438		566 438
Cap-Vert	24 394		24 394
Congo	577 261		577 261
République démocratique du Congo	53 073		53 073
Egypte - MFR	1 076 278	271 716	1 347 994
Ethiopie	590 920		590 920
Ghana	769 918		769 918
Guinée	527 792		527 792
Guinée-Bissau	651 941		651 941
Jordanie	259 795		259 795
Kenya - MFR	2 428 859	184 719	2 613 578
Lesotho	133 499		133 499
Mali	28 663		28 663
Rwanda	5 691		5 691
Arabie saoudite	39 905		39 905
Sénégal - MFR	1 488 376	169 735	1 658 111
Sierra Leone	629 505		629 505
Afrique du Sud - MFR	554 383	110 433	664 816
Soudan	35 100		35 100
République arabe syrienne	458 527		458 527
Ouganda	241 693		241 693
République-Unie de Tanzanie	179		179
Zambie	140 572		140 572
Zimbabwe	97 585		97 585
TOTAL AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	11 380 347	736 603	12 116 950

AMERIQUES

Argentine - MFR	410 522	427 502	838 024
Bolivie	44 006		44 006
Chili	206 019		206 019
Colombie	1 576 880		1 576 880
Costa Rica - MFR	1 153 245	310 457	1 463 702
République dominicaine	223 645		223 645
Equateur	376 564		376 564
El Salvador	172 893		172 893
Guatemala	489 735		489 735
Haiti	90 067		90 067
Honduras	921 494		921 494
Nicaragua	232 727		232 727
Pérou - MFR	181 606	329 173	510 779
Uruguay	63 661		63 661
Etats-Unis - Chicago	235 194		235 194
Etats-Unis - Los Angeles et San Francisco	306 895		306 895
Etats-Unis - Miami	164 359		164 359
Etats-Unis - New York - MFR	2 184 923	193 699	2 378 622
Etats-Unis - Comté d'Orange	1 372 915		1 372 915
Etats-Unis - Washington, D.C. - MFR	1 029 509	260 566	1 290 075
Venezuela	94 342		94 342

TOTAL AMERIQUES

11 531 201	1 521 397	13 052 598
-------------------	------------------	-------------------

TOTAL BUREAUX EXTERIEURS

71 970 544	4 841 310	76 811 854
-------------------	------------------	-------------------

TOTAL SIEGE DE GENEVE

13 340 833	16 129 451	29 470 284
-------------------	-------------------	-------------------

TOTAL GENERAL

85 311 377	20 970 761	106 282 138
-------------------	-------------------	--------------------

Remarque

L'appendice 4 résume les dépenses administratives et de personnel selon les endroits où elles sont effectuées. L'appendice 3 résume les dépenses administratives et de personnel par service et par région. La ventilation par région des dépenses administratives et de personnel telle que présentée dans l'un et l'autre appendice ne se prête pas à une comparaison, car certains projets peuvent concerner en même temps différents lieux ou régions.

FONDS DE PRÊT AUX REFUGIES**INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS**

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la Résolution No 210 (XII) du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, en accordant des prêts sans intérêt à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^{ème} session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2001, 53.878 mouvements (contre 73.464 en 2000) ont été effectués grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
Solde d'ouverture en début d'exercice, soit:		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	9 081 453	7 998 919
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	600 747	616 522
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	<u>33 000 000</u>	<u>30 000 000</u>
Solde d'ouverture en début d'exercice	42 682 200	38 615 441
Contributions au Fonds:		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	17 000 000	20 848 974
Contributions de l'Australie et du Canada	108 832	0
Contributions de migrants russes et ukrainiens assurant eux-même leurs frais de transport	481 262	883 005
Remboursement des billets à ordre	40 476 677	44 075 633
Intérêts créditeurs	<u>78 613</u>	<u>746 570</u>
Total des contributions au Fonds	<u>58 145 384</u>	<u>66 554 182</u>
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique et Moyen-Orient	(22 820 620)	(24 537 054)
Amériques	(2 402 308)	(3 269 874)
Asie et Océanie	(5 637 077)	(6 598 539)
Europe	<u>(25 058 168)</u>	<u>(30 335 386)</u>
Total des transferts du fonds en faveur de projets d'opérations	(55 918 173)	(64 740 853)
(Diminution)/augmentation de la valeur recouvrable estimative des billets à ordre	(4 500 000)	3 000 000
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	<u>(78 613)</u>	<u>(746 570)</u>
Solde de clôture en fin d'exercice	<u>40 330 798</u>	<u>42 682 200</u>
Solde de clôture en fin d'exercice, soit:		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	11 251 843	9 081 453
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	578 955	600 747
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	<u>28 500 000</u>	<u>33 000 000</u>
Total	<u>40 330 798</u>	<u>42 682 200</u>

(suite en page 25)

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)**COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué, au nom de l'OIM, par diverses agences bénévoles qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est remis à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt. Compte tenu des problèmes administratifs et économiques liés à la recherche et au recouvrement des sommes dues par les anciens réfugiés, le taux moyen de recouvrement des billets à ordre est considérablement inférieur aux 75 % de leur valeur nominale.

Les billets à ordre restant dus représentent un montant important pour le Fonds de prêt et leur valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Aucune évaluation exacte ne peut cependant être faite étant donné que les recouvrements futurs dépendent des efforts déployés à cet effet, lesquels peuvent eux-mêmes être influencés par des événements à caractère politique ou économique. Le seul critère raisonnable qui puisse être appliqué pour évaluer la valeur des billets à ordre restant dus est l'expérience acquise dans ce domaine, qui révèle actuellement un taux moyen de recouvrement de l'ordre de 47 % de la valeur nominale (ou 63 % des 75 % récupérables). Pour 2000, le taux de recouvrement estimatif était de 45 % de la valeur nominale (ou 60 % des 75 % récupérables). L'amélioration du taux de recouvrement est le reflet des efforts déployés dans le Comté d'Orange.

	2001	2000
	USD	USD
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	33 000 000	30 000 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	14 000 000	19 000 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	21 976 677	28 275 633
A déduire : recouvrements perçus durant l'exercice	<u>(40 476 677)</u>	<u>(44 075 633)</u>
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice	<u>28 500 000</u>	<u>33 000 000</u>

COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE**INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE**

Le compte d'opérations d'urgence (EPA) a été créé en accord avec le Bulletin général No 1054 de l'OIM en date du 30 août 1993. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et des dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent normalement être remboursées dans leur intégralité aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

ETAT DU COMPTE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
Solde d'ouverture du compte en début d'exercice	421 000	421 000
Nouveau prêts accordés en cours d'exercice		150 000
Prêts remboursés en cours d'exercice	<u> </u>	<u>(150 000)</u>
Prêts à court terme en cours en fin d'exercice	<u> 0</u>	<u> 0</u>
Solde de clôture du compte en fin d'exercice	<u><u> 421 000</u></u>	<u><u> 421 000</u></u>

Prêt ancien restant à rembourser

Le seul prêt ancien restant à rembourser à la fin de 2000 et de 2001 concernait le projet de renforcement de capacités pour l'Albanie, d'un montant de 50.000 USD.

FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT**INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

Le Fonds de migration pour le développement (FMD) a été créé en vertu de la résolution No 801 (LXI) adoptée le 28 novembre 1990, et s'est substitué, à dater du 1er janvier 1991, au Fonds de compensation de la migration sélective créé en 1966.

Les objectifs du Fonds de migration pour le développement sont les suivant :

- 1) servir d'instrument ordinaire de financement pour la réalisation des buts poursuivis par l'OIM à travers ses activités de migration pour le développement; et
- 2) financer les activités, les projets et les programmes mis en oeuvre par l'Organisation pour favoriser le développement au moyen d'un transfert ordonné et planifié des ressources humaines et par le biais de la coopération technique dans le domaine de la migration.

ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	16 627	39 627
Contribution au Fonds en provenance du Gouvernement belge	15 000	15 000
Contribution du Fonds à des projets de coopération technique (PLACMI)	<u>(25 000)</u>	<u>(38 000)</u>
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	<u>6 627</u>	<u>16 627</u>

FONDS DE DOTATION SASAKAWA**INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 afin de favoriser l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres programmes de migration pour le développement.

En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation Sasakawa, le capital du Fonds doit rester intact en permanence. Seul le revenu du Fonds peut être utilisé pour financer des activités.

ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
COMPTE DE CAPITAL		
Solde du compte de capital	2 000 000	2 000 000
Solde du compte de produits (voir ci-dessous)	<u> </u>	<u>68 254</u>
Solde total du Fonds en fin d'exercice	<u>2 000 000</u>	<u>2 068 254</u>
 COMPTE DE PRODUITS		
Solde du compte de produits en début d'exercice	68 254	48 254
intérêt créditeur produit durant l'exercice	<u>81 000</u>	<u>125 000</u>
Total du revenu disponible	149 254	173 254
 Transferts à des projets		
Migrations pour le développement en Afrique	(30 000)	
Etude (conjointement avec l'OIT) concernant les migrants irréguliers - Thaïlande	(25 000)	
Cours interaméricain sur la migration internationale	(20 000)	(20 000)
Opérations humanitaires d'urgence	(20 000)	
Formation de la police concernant le SIDA - Thaïlande	(19 254)	
Retours de travailleurs d'Indonésie au Cambodge	(15 000)	
Renforcement de la gestion des migrations - Bangladesh et Sri Lanka	(9 000)	
Recherche sur la réintégration des migrants rapatriés- Sri Lanka	(5 000)	
Programme de formation pour centre de recherche asiatique - Thaïlande	(5 000)	
Séminaire Croix-Rouge coréenne - Corée du Sud	(1 000)	
Réunion interrégionale - Sénégal		(10 000)
Gestion renforcée des migrations - Cambodge		(40 000)
Protection légale des enfants - Cambodge		<u>(35 000)</u>
Total des transferts à divers projets	<u>(149 254)</u>	<u>(105 000)</u>
Solde du compte de produits en fin d'exercice	<u>0</u>	<u>68 254</u>

FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS**ETABLISSEMENT ET OBJET D'UN FOND DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS (RRT)**

Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, un fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le bulletin général de l'OIM No 1277 du 27 décembre 2000.

Il sera fait appel à ce fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins de transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, et ce au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	2001	2000
	USD	USD
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	448 222	0
Contributions au Fonds		
Gouvernement du Danemark	255 679	
Gouvernement de la Finlande	251 454	145 476
Gouvernement de la Norvège		302 746
Gouvernement de la Suède	272 727	
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	500 000	
Total des contributions au Fonds	1 279 860	448 222
Transferts du Fonds à divers projets:		
Opérations d'urgence en Guinée	(255 679)	
Opérations d'urgence en ex-République yougoslave de Macédoine	(150 000)	
Réinstallation de réfugiés - Zambie	(46 000)	
Retours volontaires de Haïtiens au départ de Cuba	(56 000)	
Total des transferts du Fonds à divers projets	(507 679)	0
Remboursement au Fonds des dépenses de l'opération d'urgence en ex-République yougoslave de Macédoine	150 000	
Transferts nets restants en fin d'exercice	(357 679)	0
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	1 370 403	448 222

GOVERNEMENT DU GUATEMALA - FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ
ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

Le Fonds fiduciaire FONAPAZ relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	2001	2000
	USD	USD
RECETTES		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées - FORELAP	(1 803 267)	(302 162)
Projets de productivité - FORELAP II	(366 928)	(966)
Projets d'infrastructure - SOLIXIL	(115 924)	(11 732)
Programmes de développement intégré pour les communautés - PRODIC	7 785 787	2 550 377
Projets de réhabilitation - PRODIC REHABILITACION	81 319	413 219
Enseignants pour la paix - EDUCADORES PARA LA PAZ	1 339 802	306 558
Questions administratives - FUNCIONAMIENTO	766 519	2 439 516
Programmes techniques - exécutif I - PTV	(20 316)	19 581
Programmes techniques - exécutif II - PTP	4 228	54 783
Autres projets - DCH	75	361 054
Programme d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières - PAPDE		(416 276)
Assistance - ASISTENCIA	17 118	132 763
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch - DPM	(182 332)	368 526
Programmes techniques - exécutif III - PTR	(840 799)	230 013
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique - PRODESFRO	18 908 618	12 392 109
Supervision - SUPERVISION	162 624	1 707 579
TOTAL DES RECETTES	25 736 524	20 244 942
DEPENSES		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées - FORELAP	1 211 277	669 675
Projets de productivité - FORELAP II	(239 646)	43 278
Projets d'infrastructure - SOLIXIL		(147 944)
Etudes de pré-investissement - EPI	81 278	(68 238)
Programmes de développement intégré pour les communautés - PRODIC	7 809 711	(649 575)
Projets de réhabilitation - PRODIC REHABILITACION	42 322	(238 916)
Enseignants pour la paix - EDUCADORES PARA LA PAZ	1 437 099	349 593
Questions administratives - FUNCIONAMIENTO	2 359 030	717 930
Programmes techniques - exécutif I - PTV	349 711	(1 176 234)
Programmes techniques - exécutif II - PTP	1 528 370	(676 448)
Autres projets - DCH		361 586
Programme d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières - PAPDE		(115 176)
Assistance - ASISTENCIA	28 266	1 288 053
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch - DPM	535 647	2 196 683
Programmes techniques - exécutif III - PTR		(132 150)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique - PRODESFRO	23 484 925	17 759 472
Supervision - SUPERVISION	254 143	1 293 453
Réévaluation du taux de change du solde reporté	673 632	(6 751)
TOTAL DES DEPENSES	39 555 763	21 468 291
Dépenses excédentaires pour l'exercice	(13 819 238)	(1 223 349)
Recettes reportées en début d'exercice	16 143 275	17 366 624
Recettes reportées en fin d'exercice	2 324 037	16 143 275

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA - FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ (suite)
ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2001

	2001 USD	2000 USD
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	16 470 355	19 989 155
Sommes à recevoir	<u>12 936 936</u>	<u>8 954 166</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>29 407 291</u>	<u>28 943 321</u>
 PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	27 083 254	12 800 046
Recettes reportées en fin d'exercice	<u>2 324 037</u>	<u>16 143 275</u>
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	<u>29 407 291</u>	<u>28 943 321</u>

Remarque générale:

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son règlement financier. Les recettes et les dépenses du fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projets. Tous les montants sont enregistrés en quetzales guatémaltèques et convertis en dollars des Etats-Unis au taux de 8,100 au 31 décembre 2001 (contre 7,762 au 31 décembre 2000).

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

	Contributions sans affectation spéciale USD	Contributions à affectation spéciale		Total des contributions à affectation spéciale USD	Total USD
		Remboursable*	Autres USD		
ETATS MEMBRES					
Argentine			1 485 757	1 485 757	1 485 757
Australie		2 738 643	13 503 784	16 242 427	16 242 427
Autriche	209 300	209 785	158 351	368 136	577 436
Belgique	715 126		4 918 821	4 918 821	5 633 947
Canada		7 094 866	2 102 238	9 197 104	9 197 104
Chili			301 222	301 222	301 222
Colombie			318 143	318 143	318 143
Danemark		1 472 990	1 048 638	2 521 628	2 521 628
Finlande		600 570	839 315	1 439 885	1 439 885
France			91 559	91 559	91 559
Allemagne			8 928 154	8 928 154	8 928 154
Grèce			27 090	27 090	27 090
Guatemala			2 004 276	2 004 276	2 004 276
Guinée-Bissau			820 828	820 828	820 828
Hongrie		110 503		110 503	110 503
Italie			8 875 341	8 875 341	8 875 341
Japon			3 415 758	3 415 758	3 415 758
Luxembourg	39 452		31 841	31 841	71 293
Pays-Bas		406 187	7 427 483	7 833 670	7 833 670
Nicaragua			16 786	16 786	16 786
Norvège		1 627 405	3 214 987	4 842 392	4 842 392
Paraguay			20 592	20 592	20 592
Pérou			2 389 607	2 389 607	2 389 607
Portugal			335 159	335 159	335 159
Slovaquie			2 058	2 058	2 058
Slovénie			9 862	9 862	9 862
Suède		883 958	6 093 725	6 977 683	6 977 683
Suisse	290 697	139 015	2 458 420	2 597 435	2 888 132
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			6 971 295	6 971 295	6 971 295
Etats-Unis d'Amérique	2 000 000		62 113 192	62 113 192	64 113 192
Uruguay			988 900	988 900	988 900
Total - Etats Membres	3 254 575	15 283 922	140 913 182	156 197 104	159 451 679
Etats non membres, agences et autres					
Etats non membres		72 816	1 472 078	1 544 894	1 544 894
Union européenne			4 878 098	4 878 098	4 878 098
Système ONU		333 341	6 298 105	6 631 446	6 631 446
Autres organisations internationales			4 711 887	4 711 887	4 711 887
Agences bénévoles et autres	1 425 125	985 122	22 028 556	23 013 678	24 438 803
Total - Etats non membres, agences et autres	1 425 125	1 391 279	39 388 724	40 780 003	42 205 128
Remboursements des billets à ordre			40 476 677	40 476 677	40 476 677
Refugiés, migrants et répondants			15 454 850	15 454 850	15 454 850
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	4 679 700	16 675 201	236 233 433	252 908 634	257 588 334

* Remboursements ou prépaiements par des Etats Membres, des Etats non membres, des institutions des Nations Unies et autres agences essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Voir l'appendice 12 pour la liste des contributions volontaires par donateur et par programme

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
ETATS MEMBRES		
ARGENTINE		
Programme en faveur des jeunes ayant des difficultés à trouver un emploi		647 948
Services au Secrétariat des sciences, de la technologie et de l'innovation productive - Argentine		580 218
Coopération et services techniques - Argentine		107 828
Information concernant la régularisation des migrants frontaliers sur le marché du travail		85 289
Coopération technique entre pays en développement		64 474
Total - contributions à affectation spéciale		1 485 757
AUSTRALIE		
Traitement des dossiers concernant les migrants irréguliers souhaitant se rendre en Australie		8 453 467
Soins aux migrants irréguliers et retours volontaires - Indonésie		2 022 731
Aide d'urgence au camp de p.d.i. de Maslakh - Afghanistan		1 225 000
Retour et réintégration de femmes et d'enfants victimes de trafiquants - Région du Mékong		1 039 388
Réseau retour et réintégration - Afghanistan		422 960
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		256 750
Sélections médicales - Gambella, Afrique		43 293
Atelier de Beijing sur la lutte contre la migration irrégulière		25 000
Compte d'opérations humanitaires d'urgence (HEOA)		10 000
Spécialistes volontaires de l'Australie		5 195
Frais de transport et autres dépenses remboursables		2 738 643
Total - contributions à affectation spéciale		16 242 427
AUTRICHE		
	209 300	
Programme humanitaire d'aide au retour au Kosovo (KHRP)		122 541
Recherche appliquée et collecte de données sur la traite en direction, à travers et en provenance des Balkans		35 810
Frais de transport et autres dépenses remboursables		209 785
Total - contributions à affectation spéciale		368 136
BELGIQUE		
	715 126	
Centre pour le retour et le développement - Belgique		1 341 665
Retour des demandeurs d'asile au départ de la Belgique (REAB)		835 488
Aide aux Albanais du Kosovo		482 105
Opération d'urgence en Guinée		450 716
Programme de lutte contre la traite en e+D192x-République yougoslave de Macédoine		385 197
Experts associés		262 601
Projet de réadaptation psychosociale préalable au retour - Région du Mékong		219 130
Dépenses administratives et de personnel - OIM Bruxelles		156 628
Aide au retour des enfants victimes de la traite entre le Mali et la Côte d'Ivoire		116 282
Enquête sur les nationaux burundais compétents et hautement qualifiés résidant en Belgique		100 385
Retour et réintégration professionnelle d'Albanais du Kosovo en provenance de Belgique		99 640
Mobilisation de ressources humaines et autres de la diaspora africaine en Belgique (MIDA)		94 307
Mise en place de coopératives de crédit en Crimée - Ukraine		79 526
Prévention de la migration irrégulière et retour et réintégration de demandeurs d'asile de Slovaquie		65 342
Information des migrants irréguliers potentiels du Kazakhstan concernant les demandes d'asile en Belgique		50 186
Campagne d'information pour la lutte contre la migration irrégulière entre la Fédération de Russie et la Belgique		50 138
Mesures de lutte contre la traite des femmes et des mineurs d'âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA		40 113
Remise en état du marché du travail au lendemain du conflit - Kosovo		30 557
Prévention de la migration irrégulière et de la traite des êtres humains entre les Balkans et la Belgique		30 372
Réunion inter-régionale - Dakar, Sénégal		22 784
Assistance et conseils aux rapatriés et demandeurs d'asile de Slovaquie		5 659
Total - contributions à affectation spéciale		4 918 821

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
CANADA		
Orientation assurée de l'étranger		599 523
Retour de juges et de procureurs dans les zones minoritaires de Bosnie-Herzégovine		380 332
Aide canadienne à la démobilisation au Timor oriental - CADET		326 797
Réintégration d'ex-combattants et de membres de leur famille au Tadjikistan		241 453
Examens médicaux et transport de réfugiés kosovars au Canada		238 136
Retour du Soudan en Ouganda de personnes emmenées de force par l'Armée de la résistance du Seigneur (ARS)		138 082
Sélections médicales - Gambella, Afrique		65 538
Retour et réintégration de femmes victimes de la traite en provenance du Kosovo		46 992
Brochure sur la santé génésique pour les femmes de Bosnie-Herzégovine victimes de trafiquants		28 284
Système d'information statistique sur les migrations en Amérique centrale - SIEMCA		12 485
Renforcement des capacités des représentants de la loi dans la prévention de la traite - Bangladesh		10 332
Formation aux activités de fouille sur le site de Chaheriz (Préservation d'un savoir-faire traditionnel) - Azerbaïdjan		10 184
Protocole de lutte contre la Malaria préalablement au départ		4 100
Frais de transport et autres dépenses remboursables		7 094 866
Total - contributions à affectation spéciale		9 197 104
CHILI		
Coopération technique entre pays en développement (CTPD)		123 770
Pour une politique migratoire au Chili		111 180
Compte spécial pour le Chili		33 761
Programme concernant les rapatriés chiliens (Ex-PRAL)		32 511
Total - contributions à affectation spéciale		301 222
COLOMBIE		
Programme de protection des personnes menacées - Colombie		229 157
Coopération technique entre pays en développement (CTPD)		88 986
Total - contributions à affectation spéciale		318 143
DANEMARK		
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		608 806
Retour des personnes âgées en Bosnie-Herzégovine au départ des pays nordiques		177 778
Programme humanitaire d'aide au retour au Kosovo (KHRP)		133 029
Programme horizontal PHARE, Module migration		115 413
Système d'orientation interorganisations pour l'aide au retour des victimes de trafiquants - Albanie		12 000
Retour volontaire de nationaux irakiens de Norvège		1 612
Frais de transport et autres dépenses remboursables		1 472 990
Total - contributions à affectation spéciale		2 521 628
FINLANDE		
Prévention de la traite au Cambodge		300 000
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		149 767
Dépenses administratives et de personnel - Bureau d'Helsinki		79 030
Aide d'urgence au camp de p.d.i. de Maslakh - Afghanistan		72 052
Retour et réinsertion professionnelle de réfugiés albanais du Kosovo au départ de la Finlande		65 163
Information, conseils, aide au retour et à la réinsertion des demandeurs d'asile - Finlande		58 495
Retour de migrants sans ressources bloqués dans la Baltique (SMIBAL)		49 688
Les enfants d'abord - Programme de formation pour les fonctionnaires des États baltes et nordiques		44 030
Programme humanitaire d'aide au retour au Kosovo (KHRP)		12 965
Banque de recherche personnel qualifié pays UE besoins main-d'oeuvre Somaliland		9 390
Retour et réintégration de demandeurs d'asile déboutés - Finlande		8 747
Cinquième conférence européenne sur l'intégration des réfugiés - Helsinki		5 455
Programme complet de soutien au retour des Albanais du Kosovo depuis la Finlande		(15 467)
Frais de transport et autres dépenses remboursables		600 570
Total - contributions à affectation spéciale		1 439 885

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
FRANCE		
VIH/SIDA - Migration de retour et transit en Algérie		136 481
Atelier du programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA)		7 026
Programme humanitaire d'aide au retour au Kosovo (KHRP) - Remboursement		(51 948)
Total - contributions à affectation spéciale		91 559
ALLEMAGNE		
Emigration et réintégration de demandeurs d'asile au départ de l'Allemagne (REAG)		5 216 822
Programme allemand d'aide au retour (GARP)		2 792 596
Programme d'aide à la réintégration professionnelle - Kosovo		814 391
Retour et réintégration de Bosniaques qualifiés		74 800
Programme d'experts intégrés (GAPPO)		17 044
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Arménie		7 500
Programme allemand de coopération au développement - projet d'assistance à l'octroi de visas pour les experts du CIM (EVAP)		5 001
Total - contributions à affectation spéciale		8 928 154
GRECE		
Centre d'information en Grèce pour activités de soutien		20 538
Centre multifonctions pour la réintégration des réfugiés - Grèce		6 552
Total - contributions à affectation spéciale		27 090
GUATEMALA		
Projet FONAPAZ		1 827 516
Coopération multilatérale OIM/Guatemala avec des institutions		170 760
Gestion des fonds pour le transfert de ressources humaines qualifiées et la mobilisation humanitaire		6 000
Total - contributions à affectation spéciale		2 004 276
GUINEE BISSAU		
Unité financière et d'achat pour le programme des ex-combattants (financée par la Banque mondiale)		424 965
Programme de transition vers la démobilisation et la réintégration - Guinée-Bissau		395 863
Total - contributions à affectation spéciale		820 828
HONGRIE		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		110 503
Total - contributions à affectation spéciale		110 503
ITALIE		
Orientation, formation professionnelle et conseils pour les migrants et réfugiés des Balkans		3 055 506
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		919 781
Enregistrement et réintégration d'ex-combattants de l'UÇK (ICRS) - Kosovo		827 803
Système intégré d'information sur les migrations - Egypte		826 360
Renforcement des capacités au département de cardio-chirurgie à l'hôpital universitaire de Tirana		702 718
Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		689 836
Lutte contre la traite des femmes et des mineurs d'âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA et autres MST		684 957
Experts associés		265 490
Lutte contre la traite des femmes et des enfants dans les Balkans		230 572
Réintégration de Kosovars depuis l'Italie		228 319
Mesures de retours volontaires dans le cadre du programme national d'asile - Italie		214 296
Rapatriment d'Italie de personnes non ressortissantes de l'UE		130 378
Retours volontaires assistés et réintégration de victimes de la traite au départ de l'Italie		35 182
Aide au retour volontaire et réintégration des personnes déplacées des Balkans		34 276
Programme d'experts italiens - Pérou		19 500
Aide au retour volontaire et à la réintégration de Kosovars en Italie		9 013
Mesures de soutien à l'intégration sociale des travailleurs migrants en Italie (SASI)		1 354
Total - contributions à affectation spéciale		8 875 341

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
JAPON		
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		2 761 857
Experts associés		303 901
Rapatriements du Timor occidental au Timor oriental		245 000
ODP Viet Nam - Appel et groupe de travail SRV		75 000
Projet d'aide au Cambodge dans le cadre de la protection juridique des enfants contre l'exploitation sexuelle		30 000
Total - contributions à affectation spéciale		3 415 758
LUXEMBOURG		
	39 452	
Retour volontaire d'Albanais du Kosovo au départ du Luxembourg		22 726
Etude sur le Luxembourg / Montenegro		9 115
Total - contributions à affectation spéciale		31 841
PAYS-BAS		
Retour de demandeurs d'asile au départ des Pays-Bas (REAN)		3 837 069
Retours transfrontières entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine		2 000 000
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		742 549
Retour et réintégration de demandeurs d'asile d'Europe résidant actuellement au Pays-Bas		313 558
Experts associés		134 790
Système intégré de gestion de l'information pour la gestion des migrations au Maroc		100 000
Aide à la réintégration de nationaux albanais victimes de trafiquants		92 555
Fonds de réintégration pour les Iraquiens qui rentrent en Iraq		79 280
Diffusion d'informations - Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan		40 408
Recherche appliquée et collecte de données sur la traite à destination, à travers et en provenance des Balkans		33 044
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		32 325
Traite des migrants en provenance de la République d'Arménie		21 108
Réunions par petits groupes de pays en Transcaucasie		14 738
Mise sur pied de coopératives de producteurs femmes - Azerbaïdjan		5 425
Retour et réintégration de Bosniaques qualifiés - Remboursement		(8 215)
Démobilisation et réintégration en Guinée-Bissau - Remboursement		(11 151)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		406 187
Total - contributions à affectation spéciale		7 833 670
NICARAGUA		
Appui au transport et à la réinstallation de communautés dans la réserve d'Indio-Maiz		16 786
Total - contributions à affectation spéciale		16 786
NORVEGE		
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		785 480
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		558 023
Aide d'urgence au transport de p.d.i. sierra-léoniennes		555 074
Développement des structures sanitaires dans le domaine de la santé mentale au Cambodge		542 653
Opération d'urgence en Guinée		250 000
Retour des personnes âgées en Bosnie-Herzégovine au départ des pays nordiques		234 974
Rapatriements du Timor occidental au Timor oriental		225 385
Intégration de non-Estoniens par le biais de la formation professionnelle dans le comté d'Ida Virumaa - Estonie		50 000
Retour volontaire de nationaux iraqiens au départ de la Norvège		6 825
Retours volontaires assistés de migrants irréguliers bloqués en ex-République fédérale de Yougoslavie		6 573
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		1 627 405
Total - contributions à affectation spéciale		4 842 392
PARAGUAY		
Projet latino-américain de coopération technique en matière de migration (PLACMI)		20 592
Total - contributions à affectation spéciale		20 592
PEROU		
Programme de réorganisation et de modernisation du Ministère public		1 399 761
Renforcement du Ministère public péruvien		989 846
Total - contributions à affectation spéciale		2 389 607

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
PORTUGAL		
Projet pilote de retour volontaire depuis le Portugal		244 924
"L'égalité pour tous"		90 235
Total - contributions à affectation spéciale		335 159
SLOVAQUIE		
Retour volontaire au départ de Bratislava		2 058
Total - contributions à affectation spéciale		2 058
SLOVENIE		
Retour volontaire de migrants irréguliers - Slovénie		9 862
Total - contributions à affectation spéciale		9 862
SUEDE		
Programme régional OIM de lutte contre la traite dans la partie occidentale des Balkans		2 631 352
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		1 404 326
Recherche, information et législation sur la traite des femmes dans les Etats baltes		319 141
Experts associés		303 339
Equipe médicale pour le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine		281 148
Lutte contre la traite des femmes en République de Moldova		189 753
Retour et réintégration de nationaux afghans qualifiés dans les secteurs de la santé et de l'éducation		186 916
Lutte contre la traite des femmes en Ukraine		168 976
Aide d'urgence au transport de p.d.i. sierra-léoniennes		106 759
Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		102 695
Campagne nationale d'information - Prévention de la traite des femmes et des enfants au Kazakhstan		98 407
Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine au départ de pays nordiques		93 837
Cartographie des communautés de migrants dans sept pays d'Afrique australe		64 415
Equipe médicale en Bosnie-Herzégovine		50 936
Programme de formation soins psychosociaux - Colombie		41 936
Opération d'urgence en Guinée		35 586
Stratégie de sensibilisation et d'information concernant les populations ayant besoin d'une protection internationale - Belgique		9 450
Banque de recherche personnel qualifié pays UE besoins main-d'oeuvre Somaliland		4 753
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		883 958
Total - contributions à affectation spéciale		6 977 683
SUISSE		
	290 697	
Frais du bureau de l'OIM à Berne		430 463
Projet d'information concernant le Kosovo		254 624
Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		235 715
Opération d'urgence en Guinée		200 000
Détachement à Almaty - Kazakhstan		174 018
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations - Kazakhstan		156 828
Cours internationaux sur la politique migratoire et le droit - OIM / UNITAR		154 747
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		122 896
Retour volontaire de migrants irréguliers bloqués en Bosnie-Herzégovine		120 000
Dialogue sur la migration en Afrique australe		119 048
Renforcement des capacités dans la gestion des migrations au Kirghizistan		104 828
Experts associés		104 413
Lutte contre la traite des femmes - République de Moldova		78 607
Retour volontaire de migrants irréguliers bloqués en Albanie		76 000
Centre de gestion des migrations - Bishkek, Kirghizistan		69 113
Subvention suisse au projet de recherche		63 693
Cinquantième anniversaire de l'OIM		61 527
Retour volontaire de nationaux iraqiens au départ de la Suisse		51 372
Programme d'échange d'informations avec la Chine		44 074
Aide de la Suisse à la réintégration/(RAS)		30 303

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
SUISSE (suite)		
Unité de recherche sur la migration internationale et la traite de travailleurs migrants - Dakar		30 000
Projet de remise en état de l'infrastructure communautaire - Azerbaïdjan		25 000
RéunionS en petits groupes de pays en Transcaucasie		16 801
Renforcement des capacités dans la gestion des migrations en Géorgie		11 936
Retour et réintégration de femmes victimes de la traite au départ du Kosovo		8 721
Programme de retour et de réintégration dans la région de Knin Golubic - Croatie		6 785
Renforcement des capacités dans la gestion des migrations en Azerbaïdjan		1 828
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP) - Remboursement		(294 920)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		139 015
Total - contributions à affectation spéciale		2 597 435
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD		
Appel pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		1 428 571
Programme pilote de retour volontaire assisté du Royaume-Uni		1 070 033
Programme concernant les cadres afghans à l'étranger (APAP)		857 144
Formation du Corps de protection du Kosovo (KPC)		730 435
Enregistrement et réintégration socio-économique d'ex-soldats de l'UÇK (ICRS) - Kosovo		573 913
Soutien aux victimes du tremblement de terre du Gujarat - Inde		499 749
Opération d'urgence en Guinée		411 281
Assistance d'urgence au transport des p.d.i. sierra-léoniennes		250 000
Mise au point des meilleures pratiques: lutte contre la traite des femmes et des fillettes dans les Balkans		235 311
Retour, réintégration et développement en Somalie au départ du Royaume-Uni		174 525
Projet multisectoriel concernant 1200 ex-combattants des districts de Koinadugu et de Kono - Sierra Leone		145 404
Campagne d'information et aide au retour volontaire de Calais/Sangatte - France		130 910
Réintégration de travailleurs miniers licenciés du Lesotho		106 881
Renforcement du climat de confiance et de l'instauration de la paix - Communication entre femmes somaliennes		90 160
Experts associés		81 203
Renforcement du dispositif de préparation aux situations d'urgence et de la capacité de réaction de l'OIM		65 945
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		43 027
Evaluation de la situation et perspectives offertes aux travailleurs licenciés du Zimbabwe		39 496
Retour et réintégration de femmes victimes de trafiquants au départ du Kosovo		14 687
Retour volontaire de migrants chinois irréguliers bloqués en Croatie		10 065
Programme de recherche sur la migration - Moscou		7 500
Atelier sur la traite des femmes au départ de l'Ethiopie		5 055
Total - contributions à affectation spéciale		6 971 295
ETATS-UNIS D'AMERIQUE		
	2 000 000	
Programme de réfugiés aux Etats-Unis - PRM		14 829 610
Infrastructure Kosovo		7 703 998
Initiative transitoire pour le Kosovo (KTI)		7 532 931
Aide aux p.d.i. et aux communautés d'accueil - Colombie		4 671 216
Formation du Corps de protection du Kosovo (KPC)		3 897 349
Initiative de remise en état des infrastructures de Mitrovica - MIRI		2 647 853
Initiatives de renforcement communautaire dans la partie nord de l'Equateur: Sucumbios, Carachi et Esmeraldas		2 472 186
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		2 000 000
Modernisation du système d'enseignement au Costa Rica		1 212 654
Programme d'aide à la réinsertion des FALINTIL (FRAP) - Timor oriental		981 726
HUD - Planification globale des activités de reconstruction au lendemain du cyclone Mitch		954 108
Développement communautaire et projet pilote de réintégration - Angola		769 132
Programme de renforcement de la paix en Colombie		754 214
Opération d'urgence en Guinée		750 000
Renforcement de la paix par des initiatives de la société civile au niveau communautaire - Bogota		738 689
Projet d'information sur la situation d'urgence en Afghanistan		562 544
Programme d'appui aux ex-enfants soldats de Colombie		505 763
Comité de coordination bilatérale - Tegucigalpa, Honduras		470 059
Lutte contre la migration irrégulière dans les pays de la communauté Andine		400 000
Système d'information statistique sur les migrations en Amérique centrale - SIEMCA		400 000
Aide au retour des enfants victimes de trafiquants entre la Côte d'Ivoire et le Mali		400 000

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
Etats-Unis d'Amérique (suite)		
Transports pour les rapatriements du Timor occidental vers le Timor oriental		400 000
Initiative d'atténuation des conflits - ex-République yougoslave de Macédoine		399 254
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Ukraine		391 396
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Géorgie		479 037
Projet de distribution de matériel d'urgence - Afghanistan		366 812
Suivi des opérations de construction et d'entretien d'abris temporaires - Honduras		343 476
Actions de gestion des migrations dans les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine		300 000
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Kirghizistan		312 147
Remboursement de l'impôt sur le revenu		250 000
HUD - Inventaire des ressources communautaires dans les communautés frontalières et les municipalités du Costa Rica		249 997
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Azerbaïdjan		248 181
Mise en oeuvre d'activités liées aux migrations, conformément au plan d'action du Sommet des Amériques		239 290
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Arménie		222 231
Lutte contre la traite des femmes: République de Moldova - Campagne d'information		200 000
Ex-République yougoslave de Macédoine opération d'urgence		200 000
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		200 000
Cours international sur la politique migratoire et le droit - OIM / UNITAR		180 000
Renforcement des capacités de lutte contre la traite des femmes et des enfants au Bangladesh		160 000
Dialogue sur la migration en Afrique australe		150 000
Aide au retour et intégration de femmes et d'enfants victimes de trafiquants au Népal		140 000
Habilitation, leadership et engagement - Timor		136 696
Elément renforcé de formation (ETC) - Corps de protection civile du Kosovo (KPC)		135 040
Programme de recherche sur la migration - Moscou		129 768
CEDAO		120 000
Initiative d'aide au Kosovo en matière d'information (KIAI)		114 175
Programme de soutien de la communauté dans la partie nord de l'Equateur		103 507
Projet pilote pour le retour de migrants victimes de trafiquants au départ de la Bosnie-Herzégovine		100 000
Projet d'orientation interorganisations pour l'aide au retour des victimes de trafiquants - Albanie		100 000
Aide communautaire à la stabilisation des populations (CAPS) - Timor		100 000
Initiative transitoire en Albanie (ATI)		97 591
Experts associés		90 000
Lutte contre la traite en République dominicaine		80 000
Unité de recherche sur les filières internationales de traite de travailleurs migrants		80 000
Mesures de lutte contre la traite des femmes et des mineurs d'âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA		80 000
Campagne d'information contre la traite - Sarajevo		64 930
Développement des ONG nationales oeuvrant dans le domaine de la migration - Azerbaïdjan		61 943
Développement des ONG nationales oeuvrant dans le domaine de la migration - Géorgie		60 295
Développement des ONG nationales oeuvrant dans le domaine de la migration - Arménie		60 254
Centre de coopération technique		57 018
Conférence sud-américaine sur la migration		50 000
Projet latino-américain de coopération technique en matière de migration (PLACMI)		50 000
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Kazakhstan		42 432
Développement des ONG oeuvrant dans le domaine de la migration - Kirghizistan		42 432
Renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion des migrations - Turkménistan		29 702
Suivi du paiement de subventions aux p.d.i. et pour l'instauration de la paix - Colombie		27 696
Zambie: réinstallation de réfugiés		13 860
Total - contributions à affectation spéciale		62 113 192
URUGUAY		
Accord de coopération avec le Gouvernement uruguayen		562 118
Programme concernant les jeunes Uruguayens rencontrant des difficultés dans leur insertion sur le marché du travail - Uruguay		426 782
Total - contributions à affectation spéciale		988 900
Total partiel - Etats Membres	3 254 575	156 197 104

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
AUTRES ETATS		
CAMBODGE		
Evaluation générale de l'état de santé des soldats démobilisés au Cambodge		315 000
Total - contributions à affectation spéciale		315 000
ISLANDE		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		26 055
Total - contributions à affectation spéciale		26 055
IRLANDE		
Retours transfrontaliers entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine		375 150
Retour de juges et de procureurs dans les zones minoritaires de Bosnie-Herzégovine		184 689
Mesures de lutte contre la traite en provenance des Balkans et de la région adriatique		144 288
Assistance directe aux p.d.i. de Serbie et de Bosnie-Herzégovine		138 517
Programme pilote de retours volontaires assistés de demandeurs d'asile au Nigéria et en Roumanie		132 135
Appel de l'OIM pour une intervention d'urgence dans la crise en Afghanistan		115 473
Etude comparative de la législation internationale et des pratiques internationales dans le domaine de l'immigration		7 825
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		4 087
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		18 209
Total - contributions à affectation spéciale		1 120 373
MEXIQUE		
Mise sur pied d'une unité de soutien technique pour la Conférence régionale sur les migrations		14 500
Total - contributions à affectation spéciale		14 500
ESPAGNE		
Forum sur l'intégration des migrants - Valence, Espagne		40 414
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		28 552
Total - contributions à affectation spéciale		68 966
Total partiel - Etats non membres		1 544 894
UNION EUROPEENNE		
Aide d'urgence aux p.d.i. d'Afghanistan, spécialement dans les provinces de Faryab et de Badghis - ECHO		890 472
Reconstruction d'infrastructures communautaires à Pweto - République démocratique du Congo		872 331
Elections au Nicaragua		733 822
Lutte contre la traite des femmes en Ukraine		466 336
Aide d'urgence aux familles déplacées par les tremblements de terre en El Salvador - ECHO		430 930
Aide d'urgence aux camps de p.d.i. de Baghi Sherkat et d'Amir Abad à Kunduz, Afghanistan - ECHO		206 612
Campagne de sensibilisation concernant les populations ayant besoin de protection internationale Union européenne		171 177
Centre de ressources sur les droits des migrants au Maroc		145 033
Retour de nationaux ougandais qualifiés		133 966
Projet d'aide aux p.d.i. de la partie ouest de l'Afghanistan - ECHO		128 535
Transports pour le rapatriement des Timorais de l'Est déplacés - Timor oriental - Phase III - ECHO		113 636
Services de soins de santé pour les migrants - Fédération de Russie partie ouest - ECHO		90 909
Programme de retour de nationaux jamaïcains - Phase II		57 519
Retour volontaire et réintégration aux Balkans de personnes déplacées en provenance d'Italie		55 096
Cinquième conférence européenne sur l'intégration des réfugiés - Helsinki, Finlande		52 330
Programme d'éducation contre la traite des êtres humains dans le cadre de l'enseignement secondaire - Hongrie		51 935
Rapatriements de Timorais de l'Est - Phase II - ECHO		36 275
Retour volontaire intégré - Guinée-Bissau		34 262
Aide au retour et conseils (RCA) - Europe		31 601
Avez vous encore besoin de moi? - Portugal		30 313
Lutte contre la traite des êtres humains dans l'Union européenne		29 601
Campagne de sensibilisation et formation de juristes dans le domaine de la discrimination dans les régions baltes et nordiques - Union européenne		26 174

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS		
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
Union européenne (suite)		
Formation aux activités de fouille sur le site de Chaheriz (Préservation d'un savoir-faire traditionnel) - Nakhichevan		26 174
Renforcement institutionnel de la gestion des migrations dans les Etats baltes		24 804
Retour volontaire de demandeurs d'asile déboutés de Finlande		19 335
Retour et réinsertion professionnelle de réfugiés albanais du Kosovo au départ de la Finlande		16 189
Citoyenneté paritaire - Portugal		2 731
Total - Union européenne		4 878 098
PNUD		
Réintégration d'ex-combattants - Congo		3 112 871
Elaboration de stratégies, de projets et de programmes pour une réinstallation durable - Angola		212 670
Trois projets de consultants - Congo		153 590
Détachement au PNUD		78 122
Développement du Nakhichevan - Azerbaïdjan		75 800
Soutien à la construction de maisons familiales, Tipitapa, Nicaragua		59 013
Prévention et lutte contre le VIH/SIDA parmi les soldats démobilisés et leur communauté - Ethiopie		26 000
Appui à l'Accord de paix concernant le Nord du Mali		19 881
Mise sur pied de micro-entreprises en Arménie - Remboursements		(33 981)
Appui du Guatemala à la démobilisation et à la réconciliation nationale - Remboursement		(225 545)
Total - contributions à affectation spéciale		3 478 421
HCR		
Opération d'urgence en Guinée		381 027
Rapatriement d'Afghans d'Iran		347 578
Regroupement familial en France		336 001
Programme de sélection de réfugiés OIM/HCR - Yougoslavie		226 835
Rapatriement volontaire de réfugiés au départ de la Fédération de Russie		90 610
Soutien aux activités de réinstallation du HCR en Iran		55 004
Aide au retour volontaire d'hommes politiques exilés du Burundi		50 318
Programme de rapatriement de Kurdes		50 000
Rapatriement volontaire de réfugiés au départ de l'Afrique du Sud		22 766
Opération d'urgence en ex-République yougoslave de Macédoine		3 995
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		333 341
Total - contributions à affectation spéciale		1 897 475
AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES		
ONUSIDA- Chercheurs, VIH/SIDA et migrations - Afrique de l'Ouest et Caraïbes		55 000
- Atténuation de la vulnérabilité des travailleurs migrants et des membres de leur famille - Bangladesh		40 000
- Action des migrants footballeurs d'Afrique contre le SIDA		39 676
- Etude sur le VIH et la migration		31 962
- Installation d'abris pour les populations touchées par le cyclone - MITCH - Honduras		16 610
UNESCO - Coopération technique entre pays en développement - Amérique du Sud		29 742
UNICEF - Projets financés au plan local (PROFUL) - Timor		97 546
- Aide au retour de 159 enfants congolais depuis l'Ouganda		47 200
- Fonds d'urgence pour la mise sur pied d'abris provisoires - Sarajevo		28 206
- Evaluation rapide et mesure de lutte contre le VIH/SIDA - Croatie		28 029
- Evaluation de la traite des enfants haïtiens en République dominicaine		20 000
PVNU - Aide au transport des Nations Unies		67 686
ATNUTO - Projets financés localement - Timor - Remboursement		(15 826)
FNUAP - Cours international sur la politique migratoire et le droit - IOM/UNITAR		140 000
- Recherche appliquée sur la traite en Azerbaïdjan		20 000
- Nouveau régime international pour les mouvements ordonnés de population (NIROMP) - Phase II		11 291
PAM - Projet Gulu - Secours d'urgence - Ouganda		548 525
- Migration et recensement		3 138
OMS - Prévention et gestion du VIH/SIDA - Principale route empruntée par les chauffeurs routiers - Ethiopie		32 339
- Programme concernant les infirmières stagiaires en psychiatrie au Cambodge		11 934
- Atelier sur la traite des femmes au départ de l'Ethiopie		2 492
Total - contributions à affectation spéciale		1 255 550
Total partiel - Autres organes des Nations-Unies		6 631 446

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES		
Organisation des Etats américains (OEA) - Coopération technique entre pays en développement - Amérique du Sud		232 504
OSCE - Elections hors du Kosovo 2001		3 416 011
- Retour et réintégration de femmes victimes de trafiquants au départ du Kosovo		59 988
- Recherche appliquée et collecte de données sur la traite à destination, à travers et en provenance de la région des Balkans		2 340
- Centre de coopération technique - Remboursement		(956)
Banque mondiale - Programme d'aide à la réinsertion des FALINTIL (FRAP) - Timor oriental		1 000 000
- Gestion des migrations à Hispaniola - République dominicaine		2 000
Total partiel - Autres organisations internationales		4 711 887
AGENCES BENEVOLES ET AUTRES		
Fondation allemande "Mémoire, responsabilité et avenir" - Programme allemand de dédommagement du travail forcé		14 268 169
Fonds du règlement - Contentieux relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (Banques suisses)		5 425 048
Consultations informelles HCR/OIM		1 040 857
Intérêts créditeurs, gains nets de change et recettes diverses	1 425 125	(385 482)
Croix-Rouge suédoise - Frais de transport et autres frais connexes remboursables		985 122
Croix Rouge canadienne - Réinstallation définitive des familles victimes du cyclone Mitch - Honduras		423 509
Croix-Rouge hondurienne - Réinstallation à titre définitif de 150 familles touchées par le cyclone Mitch		145 098
Centre de lutte contre les maladies - Services de laboratoire - Viet Nam		91 723
Joseph Hamilton - Construction d'un laboratoire informatique dans les écoles élémentaires - Costa Rica		72 000
Fondation Shelter - Fonds temporaire pour la mise sur pied d'abris d'urgence		54 458
Fondation Packard - Projet pilote pour le retour de migrants victimes de trafiquants au départ de la Bosnie-Herzégovine		50 000
Association finno-bosniaque - Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine au départ de pays nordiques		104 808
Club de réflexion de Biyo (Japon) - Retour et réintégration de Vietnamiens		38 097
Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme - Centre de coopération technique en Europe		35 000
Université américaine - Campagne d'information pour la prévention de la traite des femmes - Ukraine		34 610
Terre des Hommes - Projet de traitement des traumatismes au Cambodge		30 000
Hôpital universitaire cantonal de Genève - Enquête sur les incidences des retours au Kosovo sur la santé		23 750
Lions Clubs International - Initiative d'assistance au Kosovo en matière d'information (KIAI)		21 958
World Vision - Projet d'aide axé sur la protection juridique des enfants contre l'exploitation sexuelle		10 000
Working Life Institute - Suède - Etude pilote sur la migration et la santé au travail		9 095
Réaction rapide - Fonds d'urgence pour la mise sur pied d'abris temporaires à Sarajevo		8 633
Fondation Soros - Aide à la réintégration de nationaux albanais victimes de la traite		4 990
Save the Children - Projet Gulu - Secours d'urgence		3 541
- Atelier sur la traite des femmes au départ de l'Ethiopie		3 079
Université de New York - Recherche sur la santé dans le contexte migratoire		1 000
German Development Corps (GTZ) - Retour et réintégration de Bosniaques qualifiés - Remboursement		(17 320)
Recettes transférées à divers projets en provenance du Fonds de migration pour le développement (Appendice 7)		25 000
Recettes transférées à divers projets en provenance du Fonds de dotation Sasakawa (Appendice 8)		149 255
Avance nette aux projets en provenance du Fonds de réponse rapide pour les transports (Appendice 9)		357 680
Total partiel - Agences bénévoles et autres	1 425 125	23 013 678
Remboursements billets à ordre (Appendice 5)		40 476 677
Refugiés, migrants et répondants		15 454 850
TOTAL	4 679 700	252 908 634
TOTAL GENERAL - CONTRIBUTIONS		257 588 334

RAPPORT DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES**MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces fournies à l'appui des sommes comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons vérifié, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001, les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars des Etats-Unis, ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars des Etats-Unis et en francs suisses.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, sera soumis à l'OIM pour information et examen.

Kjetil Olsson

Anne Gullhagen Hoff

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège

21 mars 2002

CAISSE DE PREVOYANCE

RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2001

Introduction

La raison d'être de la Caisse de prévoyance de l'OIM est la constitution d'un fonds de retraite pour les membres du personnel. A cet effet, deux fonds ont été constitués, l'un en francs suisse, essentiellement pour les employés (catégorie Services généraux) du Siège, et l'autre en dollars des Etats-Unis, essentiellement pour l'ensemble des fonctionnaires (catégorie Administrateurs) et les employés de certains bureaux extérieurs.

Ces fonds sont alimentés au moyen de déductions obligatoires sur les traitements du personnel et de contributions de l'Organisation à hauteur respectivement de 7,9 % et de 15,8 % du traitement soumis à retenue aux fins de la retraite.

Ces doubles cotisations sont placées dans un fonds central "de base", investi sous la forme de titres portant intérêt à court terme dans la monnaie dans laquelle les fonds sont détenus. Ceux-ci sont répartis entre deux portefeuilles gérés par des gestionnaires extérieurs, Pictet Asset Management à Genève pour le portefeuille en francs suisses et Gartmore Investment Management à Londres pour le portefeuille en dollars. Des avoirs en espèces sont en outre gérés par la Division de la trésorerie au Siège et placés sous la forme de dépôts bancaires à court terme.

Les investissements des fonds détenus dans ces portefeuilles présentent un très faible niveau de risque et sont supposés fournir un rendement reflétant les marchés monétaires à court terme (c'est-à-dire avec une date d'échéance expirant au plus tard à un an).

En 2000, l'Organisation a offert aux membres du personnel la possibilité de placer, à leur propre risque, jusqu'à 50 % de leur avoir dans des fonds communs de placement en actions. Ces investissements sont directement répercutés sur l'avoir des membres du personnel concernés dans la Caisse de prévoyance et reflètent ainsi les pertes subies ou les gains réalisés.

Six fonds communs de placement sont actuellement proposés aux membres du personnel souhaitant y investir une partie de leur avoir, soit en francs suisses (CHF), soit en dollars E-U (USD), à savoir : Banque Pictet - Valsuisse (CHF), Global Equities (CHF), US Equities (USD), World Equities (USD), IST Foundation - Mixta Optima (CHF), et UBS - Balanced Fund A (USD).

Les fonds placés par Pictet sont investis intégralement dans des actions qui présentent à court terme un niveau de risque moyen à élevé. Les autres fonds sont investis dans des portefeuilles équilibrés composés d'actions et d'obligations qui présentent un niveau de risque moyen à faible.

Par ailleurs, les membres du personnel ont la possibilité de convertir tous les six mois dans l'une des deux monnaies (dollar – franc suisse ou vice versa) une partie du solde qu'ils détiennent sous la forme de placements de base dans la Caisse de prévoyance. Ceci a pour but de diversifier les risques de change.

Un comité mixte composé de représentants de l'Administration et de l'Association du personnel a récemment été créé pour examiner et recommander d'éventuelles nouvelles améliorations structurelles à la Caisse de prévoyance dans l'intérêt des membres du personnel.

Membres de la Caisse

Le nombre approximatif de membres de la Caisse de prévoyance au 31 décembre 2001 se décomposait comme suit:

Siège – Paie en francs suisses	110
Siège – Paie en dollars	275
Tous autres bureaux – Paie en dollars	320
Total	<u>705</u>

Conditions du marché et résultats

Le marché mondial des actions a continué de baisser en 2001 pour se niveler au cours du quatrième trimestre. Les taux d'intérêt à court terme ont débuté l'année à quelque 6 % sur les marchés en dollars et 3 % sur les marchés en francs suisses. Cependant, ils ont l'un et l'autre décliné constamment durant toute l'année pour atteindre une parité virtuelle en fin d'année à environ 1,70 %.

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2001**

	2001	2000
	USD	USD
ACTIF		
Comptes courants	40 657	27 329
Comptes de dépôt	8 601 921	6 399 943
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (note 1)	22 712 064	21 713 200
Investissements dans des fonds communs de placement (note 2)	3 278 016	3 411 318
Intérêts acquis	15 037	34 043
Compte réciproque de l'OIM (note 3)	4 999 280	2 661 484
Compte réciproque - Caisse de prévoyance en USD	100 403	0
Recouvrable des revenus à la source	734	316
	<hr/>	<hr/>
	39 748 112	34 247 633
	<hr/>	<hr/>
PASSIF		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en USD	0	561
	<hr/>	<hr/>
	0	561
	<hr/>	<hr/>
ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE	<u>39 748 112</u>	<u>34 247 072</u>
Constitué de l' :		
EPARGNE NETTE		
DES MEMBRES DU PERSONNEL	<u>39 748 112</u>	<u>34 247 072</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2001**

	2001	2000
	USD	USD
COTISATIONS (Siège)		
Cotisations du personnel	2 287 723	1 818 827
Cotisations de l'Organisation	4 575 446	3 637 654
Transferts de la caisse de prévoyance des bureaux extérieurs	44 493	32 601
Remboursements des prêts au logement	490 268	199 523
	<u>7 397 930</u>	<u>5 688 605</u>
RETRAITS (Siège)		
Retraits du personnel à la cessation de service	1 849 506	2 516 781
Prêts au logement	752 169	809 773
Transferts à la caisse de prévoyance en francs suisses	427 941	1 547 018
	<u>3 029 616</u>	<u>4 873 572</u>
COTISATIONS DU PERSONNEL DES BUREAUX EXTERIEURS		
Cotisations nettes du personnel des bureaux extérieurs	<u>425 926</u>	<u>279 394</u>
COTISATIONS DE L'ANNEE	<u>4 794 240</u>	<u>1 094 427</u>
Epargne du personnel en début d'année	34 247 072	31 552 765
Cotisations nettes	4 794 240	1 094 427
Recettes nettes	706 800	1 599 880
Epargne du personnel en fin d'année	<u>39 748 112</u>	<u>34 247 072</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	2001 USD	2000 USD
RECETTES		
Intérêts sur comptes courants	1 014	1 729
Intérêts sur comptes de dépôt	324 303	527 438
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	877 700	1 428 749
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	<u>95 414</u>	<u>62 587</u>
	<u>1 298 431</u>	<u>2 020 503</u>
DEPENSES		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	16 139	5 786
Commission de gestion des portefeuilles (Fonds confiés à des gestionnaires)	<u>74 929</u>	<u>94 392</u>
	<u>91 068</u>	<u>100 178</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION	<u>1 207 363</u>	<u>1 920 325</u>
REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)		
Fonds confiés à des gestionnaires Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	196 093	94 421
Fonds communs de placement Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	(696 656)	(414 866)
	<u>(500 563)</u>	<u>(320 445)</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION	<u>706 800</u>	<u>1 599 880</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U
NOTES

	2001	2000
	USD	USD
1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs		
Liquidités et dépôts à court terme	18 936 173	15 937 562
Obligations	3 775 891	5 775 638
	<hr/>	<hr/>
Total	<u>22 712 064</u>	<u>21 713 200</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Gartmore Investment Management. Le portefeuille est passé d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

2. Investissements dans des fonds communs de placement	Valeur du marché	Coût	Valeur du marché	Coût
Pictet US Equities fund (Actions E-U de Pictet)	1 606 173	2 053 583	1 558 351	1 752 687
Pictet World Equities excluding N. America fund (Actions marché mondial de Pictet hormis Amérique du Nord)	1 666 697	2 330 772	1 852 967	2 073 497
UBS Balanced Fund A (Fonds mixte A de l'UBS)	5 146	5 183		
	<hr/>		<hr/>	
	<u>3 278 016</u>		<u>3 411 318</u>	

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

3. Compte réciproque de l'OIM

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U et en francs suisses en cours d'année. En 2001, ce taux était de 4,05 %, contre 6,25 % en 2000.

4. Réévaluations

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leurs valeurs du marché respectives.

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U
RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

		2001		2000		
		%	USD	%	USD	
RENDEMENT TOTAL						
Résultat net avant réévaluation	a	3,27%	1 207 363	a	5,98%	1 920 325
Résultat net après réévaluation	a	1,93%	706 800	a	4,98%	1 599 880
PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)						
Fonds gérés au plan interne						
Liquidités et dépôts à court terme	b	3,92%	325 317	b	6,23%	529 167
Compte réciproque de l'OIM	c	4,05%	95 414	c	6,25%	62 587
Fonds gérés au plan externe						
Liquidités et dépôts à court terme	b	5,25%	867 520	b	7,14%	914 372
Obligations	b	5,06%	206 273	b	7,00%	568 747
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT						
Pictet – Actions E-U	d	-13,30%	(253 074)	d	-11,28%	(194 336)
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. N.	d	-20,14%	(443 545)	d	-10,19%	(220 530)
UBS – Fonds mixte A en dollars	d	-0,71%	(37)			

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés
comme suit:

- a: Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année
- b: Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen
- c: Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM
- d: Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES
ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2001

	2001 CHF	2000 CHF
ACTIF		
Comptes courants	108 406	57 643
Comptes de dépôt	7 245 534	4 069 460
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (note 1)	18 915 318	18 345 471
Investissements dans des fonds communs de placement (note 2)	4 052 388	4 303 331
Intérêts acquis	10 958	12 624
Compte réciproque de l'OIM (note 3)	617 285	2 243 148
Compte réciproque - Caisse de prévoyance en USD	0	1 244
Recouvrable des revenus à la source	252 052	265 387
	<u>31 201 941</u>	<u>29 298 308</u>
PASSIF		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en USD	165 102	0
	<u>165 102</u>	<u>0</u>
ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE	<u>31 036 839</u>	<u>29 298 308</u>
Constitué de l' :		
EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL	<u>31 036 839</u>	<u>29 298 308</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2001**

	2001	2000
	CHF	CHF
COTISATIONS		
Cotisations du personnel	882 729	753 663
Cotisations de l'Organisation	1 766 007	1 507 326
Transferts reçus des comptes de la caisse en USD	719 665	2 628 304
Remboursements des prêts au logement	273 415	266 239
	<u>3 641 816</u>	<u>5 155 532</u>
RETRAITS		
Retraits du personnel à la cessation de service	1 293 726	1 403 914
Prêts au logement	454 453	1 044 358
	<u>1 748 179</u>	<u>2 448 272</u>
COTISATIONS NETTES DE L'ANNEE	<u>1 893 637</u>	<u>2 707 260</u>
Epargne du personnel en début d'année	29 298 308	26 173 381
Cotisations nettes	1 893 637	2 707 260
Recettes(dépenses) nettes	(155 106)	417 667
Epargne du personnel en fin d'année	<u>31 036 839</u>	<u>29 298 308</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	2001	2000
	CHF	CHF
RECETTES		
Intérêts sur comptes courants	880	861
Intérêts sur comptes de dépôt	174 407	91 937
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	520 433	468 269
Dividendes sur fonds commun de placement	2 806	6 426
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	62 393	257 752
	<u>760 919</u>	<u>825 245</u>
DEPENSES		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	4 342	
Commission de gestion des portefeuilles (Fonds confiés à des gestionnaires)	55 327	52 617
	<u>59 669</u>	<u>52 617</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION	<u>701 250</u>	<u>772 628</u>
REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)		
Fonds confiés à des gestionnaires		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	90 115	(96 735)
Fonds communs de placement		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	(946 471)	(258 226)
	<u>(856 356)</u>	<u>(354 961)</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION	<u>(155 106)</u>	<u>417 667</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**NOTES**

	2001	2000
	CHF	CHF
1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs		
Liquidité et dépôts à court terme	16 596 468	6 809 960
Obligations	2 318 850	11 535 511
	<hr/>	<hr/>
Total	<u>18 915 318</u>	<u>18 345 471</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créances à échéance fixe géré par Pictet and Cie. Le portefeuille est passé d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

2. Investissements dans des fonds communs de placement	Valeur du marché	Coût	Valeur du marché	Coût
Pictet Valsuisse	1 655 526	2 080 226	1 861 398	1 858 003
Pictet Global Equities	2 210 410	2 990 180	2 441 933	2 703 554
IST Mixta Optima	186 452	186 680		
	<hr/>		<hr/>	
Total	<u>4 052 388</u>		<u>4 303 331</u>	

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

3. Compte réciproque de l'OIM

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U et en francs suisses en cours d'année. En 2001, ce taux était de 4,05 %, contre 6,25 % en 2000.

4. Réévaluations

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leurs valeurs du marché respectives.

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES
RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

		2001		2000		
		%	CHF	%	CHF	
RENDEMENT TOTAL						
Résultat net avant réévaluation	a	2,29%	701 250	a	2,81%	772 628
Résultat net après réévaluation	a	-0,51%	(155 106)	a	1,52%	417 667
PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)						
Fonds gérés au plan interne						
Liquidités et dépôts à court terme	d	2,90%	175 287	b	2,74%	92 798
Compte réciproque de l'OIM	c	4,05%	62 393	c	6,25%	257 752
Fonds gérés au plan externe						
Liquidités et dépôts à court terme	b	1,43%	160 372	b	2,77%	62 950
Obligations	b	6,00%	450 236	b	1,94%	308 584
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT						
Pictet - Valsuisse	d	-21,74%	(428 095)	d	0,19%	3 395
Pictet - Global Equities	d	-18,20%	(518 149)	d	-10,55%	(261 621)
IST - Mixta Optima	d	-0,12%	(227)			

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- a: Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année
- b: Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen
- c: Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- d: Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen

**RAPPORT DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES
CONCERNANT LA CAISSE DE PREVOYANCE DE L'OIM****MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

Nous avons vérifié le Rapport financier et les états de la caisse de prévoyance de l'OIM pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001. Les états spécifiques tels que vérifiés par nous sont joints en appendice 14 au Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2001. C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de la caisse de prévoyance de l'OIM au 31 décembre 2001, et des résultats de ses opérations pour l'année écoulée.

Kjetil Olsson

Anne Gullhagen Hoff

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège

21 mars 2002